

**ARCHIVES HISTORIQUES  
DE LA COMMISSION**

**COLLECTION RELIEE DES  
DOCUMENTS "COM"**

**COM (87)553**

**Vol. 1987/0275**

### **Disclaimer**

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1) modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25. 3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE

E/1382/87

JEUDI 12 NOVEMBRE 1987 - 12H

Délai :

Observations éventuelles à M. WEHRENS (tél. 52362)  
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101

Objet : Contingent tarifaire communautaire pour des oignons desséchés, déshydratés  
ou évaporés (1988)

Proposition de LORD COCKFIELD

Décision proposée :

- approuver le projet de proposition de règlement du Conseil portant ouverture, répartition et mode de gestion d'un contingent tarifaire communautaire pour des oignons, desséchés, déshydratés ou évaporés, du code n° 07.12.20-00 de la nomenclature combinée
- . accompagné d'un exposé des motifs

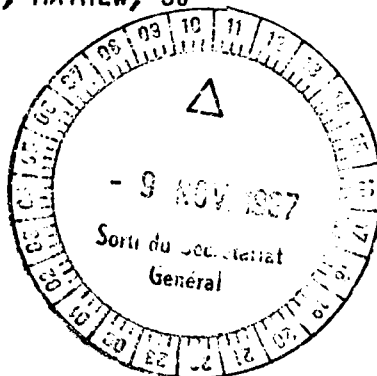
Commentaire

Cette proposition vise à répartir entre les différents Etats membres une partie importante du volume contingentaire et de conserver le solde en mesure pour couvrir les besoins supplémentaires éventuels tout en sauvegardant l'unicité du tarif douanier commun.

R. GACHOT  
Directeur

Copies à : MM. VILAR, KRENZLER, MOREL, MAYHEW, SJ

p.j.



NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) générale(s) responsable(s) : UNION DOUANIÈRE ET FISCALITÉ  
INDIRECTE

Services associés  
- pour accord -

RELATIONS EXTERIEURES

: ACCORD

BUDGETS

: ACCORD

TASK FORCE PME

: ACCORD

- pour avis -

SERVICE JURIDIQUE

: Avis favorable

: (sous réserve d'une dernière  
vérification du texte)

Langue originale

: FR.

Le document est disponible au Secrétariat général (Berl. 11/101)  
pour consultation dans toutes les langues officielles.

La consultation du Parlement Européen

: facultative et le Service  
responsable suggère de ne pas y  
recourir compte tenu de l'importance  
mineure) de ce projet.

n'est pas suggérée; son  
information sera assurée  
dans le cadre de la procédure  
spéciale prévue à cet effet  
(article 113).

ANNEXE - CALENDRIER

Justification des indications de ce calendrier :

La mesure tarifaire doit entrer en vigueur le 1er janvier 1988 (obligation découlant d'un accord).

La publication au Journal Officiel doit, selon la résolution du Conseil du 27.6.1974, être effectuée avant le 20 novembre 1987.

Date préconisée pour :

la décision du Conseil : octobre 1987

Historical Archives of the European Commission

FICHE FINANCIERE

---

1. Ligne budgétaire concernée : Chap. 12 art.120
2. Base juridique : art. 113 du traité
3. Intitulé de la mesure tarifaire : Propositions de règlements du Conseil relative à l'ouverture d'un contingent tarifaire communautaire pour des oignons, séchés, déshydratés ou évaporés
4. Objectif : Assurer le respect des obligations contactées par la Communauté
5. Mode de calcul :

Volume du  
contingent : 12 000 tonnes  
Droits à appliquer : 10 %  
Droits : 16 %

6. Perte de recettes :

Valeur unitaire 2 289,41 écus  
Valeur totale : 27 472 920 écus  
Perte : 1 648 375 écus

Par rapport à 1987 : sans changement

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

Cette proposition est formulée en conformité avec un engagement contractuel de la Communauté. L'impact découlant de cette concession a été pris en considération lors de la prise de décision d'adoption de ce contingent et il n'aura pas un caractère sérieux sur la compétitivité et l'emploi dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

## Résumé des propositions

Il est proposé à la Commission d'approuver et de transmettre au Conseil, la proposition de règlement ci-annexée, portant ouverture, répartition et mode de gestion d'un contingent tarifaire communautaire pour des oignons, desséchés, déshydratés ou évaporés. Cette mesure tarifaire est prévue dans un accord conclu avec les Etats-Unis et qui a été approuvé par la décision du Conseil du 30 janvier 1987.

La Commission propose de répartir entre les différents Etats membres une partie importante du volume contingentaire et de conserver le solde en réserve pour couvrir les besoins supplémentaires éventuels tout en sauvegarder l'unicité du tarif douanier commun.

Annexe : 1 proposition de règlement

Historical Archives of the European Commission

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Direction générale  
Union Douanière et Fiscalité indirecte

XXI/863/87 - FR

                      
XXI/A/2

Proposition de  
RÈGLEMENT (CEE) DU CONSEIL

portant ouverture, répartition et mode de gestion d'un contingent tarifaire  
communautaire pour des oignons, desséchés, déshydratés ou évaporés,  
du code n° 07.12.20-00 de la nomenclature combinée

Historical Archives of the European Commission

## EXPOSE DES MOTIFS

1. Dans le cadre d'un accord conclu avec les Etats-Unis et approuvé par la décision du Conseil du 30 janvier 1987 (1), la Communauté a été amenée à prévoir, pour les années 1987 à 1990, à l'importation des pays tiers l'ouverture d'un contingent tarifaire communautaire annuel de 12 000 tonnes, à 10 %, pour les oignons desséchés, déshydratés ou évaporés, de la sous-position 07.04 A du tarif douanier commun, ou du code n° 07.12.20-00 de la nomenclature combinée qui entre en vigueur le 1er janvier 1988.
2. La présente proposition vise la mise en application de ce contingent pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1988.
3. Pour ces produits, la proposition de la Commission s'inspire largement de celles présentées habituellement dans le domaine des contingents tarifaires, en ce sens que :
  - le volume contingentaire est subdivisé en deux tranches, dont la première, portant sur une quantité relativement importante, est répartie entre les Etats membres, et la seconde constitue une réserve destinée à couvrir les besoins supplémentaires éventuels de ces derniers ;
  - l'attribution des quotes-parts initiales aux Etats membres est fondée sur les antériorités d'importations de chacun d'eux en provenance des pays tiers non préférentiels au cours des 3 dernières années pour lesquelles des données statistiques sont disponibles, et sur les besoins prévisibles de ces Etats membres pour la période contingentaire.

---

(1) J.O. N° L 98 du 10.4.1987, p. 1

Les importations de la Communauté en provenance de ces pays ont évolué de la façon suivante au cours des 3 années considérées :

	1984	1985	1986
Benelux	3 266	2 712	2 565
Danemark	283	235	182
Allemagne	6 796	7 444	6 647
Grèce	50	67	58
Espagne	573	546	606
France	664	312	439
Irlande	249	246	245
Italie	162	244	145
Portugal	52	70	69
Royaume-Uni	6 736	6 003	5 515
	18 831	17 879	16 471

Sur base de ces éléments et des besoins prévisibles de ces Etats membres, il est permis d'estimer aux pourcentages suivants, la participation initiale des Etats membres :

Benelux	16,06
Danemark	1,32
Allemagne	39,28
Grèce	0,33
Espagne	3,24
France	2,66
Irlande	1,39
Italie	1,04
Portugal	0,36
Royaume-Uni	34,32

Proposition de  
**RÈGLEMENT (CEE) N°            DU CONSEIL**  
du

**portant ouverture, répartition et mode de gestion d'un contingent tarifaire  
communautaire pour des oignons desséchés, déshydratés ou évaporés,  
du code n° 07.12.20-00 de la nomenclature combinée (1988)**

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 113,

vu la proposition de la Commission,

considérant que, dans le cadre de l'accord entre la Communauté économique européenne et les États-Unis d'Amérique concernant la conclusion des négociations au titre de l'article XXIV.6 de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), approuvé par la décision du Conseil du 30 janvier 1987 (1), la Communauté s'est engagée, pour les années 1987 à 1990, à ouvrir un contingent tarifaire annuel de 12 000 tonnes, au droit de 10 %, pour les oignons desséchés, déshydratés ou évaporés ; qu'il convient donc d'ouvrir pour l'année 1988, le contingent tarifaire en question ;

considérant que la Communauté a adopté, avec effet à partir du 1.1.1988, une nomenclature combinée des marchandises qui répond à la fois aux exigences du tarif douanier commun et des statistiques du Commerce extérieur de la Communauté et du commerce entre ses États membres ; que, pour couvrir en même temps des réglementations communautaires spécifiques, ladite nomenclature a été élargie par l'établissement d'un tarif intégré des Communautés européennes (TARIC) ; qu'à partir de cette date, il y a donc lieu d'utiliser la nomenclature combinée et, le cas échéant, les numéros de code TARIC, pour la désignation des produits visés par le présent règlement ;

considérant qu'il y a lieu de garantir, notamment, l'accès égal et continu de tous les importateurs audit contingent et l'application, sans interruption, à toutes les importations du taux prévu pour ledit contingent jusqu'à épuisement de ce dernier ; qu'un système d'utilisation du contingent tarifaire communautaire, fondé sur une répartition entre les États membres, paraît susceptible de respecter la nature communautaire dudit contingent au regard des principes dégagés ci-avant ; que cette répartition afin de représenter le mieux possible l'évolution réelle du marché du produit en question, doit être effectuée au prorata des besoins calculés, d'une part, d'après les données statistiques relatives aux importations en provenance des pays tiers durant une période de référence représentative et, d'autre part, d'après les perspectives économiques pour l'année contingente considérée ;

-----  
(1) J.O. N° L 98 du 10.4.1987, p. 1

considérant que, durant les trois dernières années pour lesquelles les données statistiques sont entièrement disponibles, les importations correspondantes de chacun des États membres représentent par rapport aux importations totales du produit en question, en provenance de pays tiers qui ne bénéficient pas d'une préférence tarifaire équivalente, les pourcentages suivants :

États membres	1984	1985	1986
Benelux	3 266	2 712	2 565
Danemark	283	235	182
Allemagne	6 796	7 444	6 647
Grèce	50	67	58
Espagne	573	546	606
France	664	312	439
Irlande	249	246	245
Italie	162	244	145
Portugal	52	70	69
Royaume-Uni	6 736	6 003	5 515
	18 831	17 879	16 471

considérant que, compte tenu de ces éléments et de l'évolution prévisible du marché de ces produits durant l'année 1988, le pourcentage de participation initiale au volume contingentaire peut approximativement s'établir comme suit :

Benelux	16,06
Danemark	1,32
Allemagne	39,28
Grèce	0,33
Espagne	3,24
France	2,66
Irlande	1,39
Italie	1,04
Portugal	0,36
Royaume-Uni	34,32

considérant que, pour tenir compte de l'évolution éventuelle des importations desdits produits, il convient de diviser en deux tranches le volume contingentaire, la première tranche étant répartie entre les États membres, la deuxième tranche constituant une réserve destinée à couvrir ultérieurement les besoins des États membres ayant épuisé leur quote-part initiale ; que, pour assurer aux importateurs une certaine sécurité, il est indiqué de fixer la première tranche du contingent tarifaire communautaire à un niveau important qui, en l'occurrence, pourrait se situer à 70 % du volume contingentaire ;

considérant que les quotes-parts initiales peuvent être épuisées plus ou moins rapidement; que, pour tenir compte de ce fait et éviter toute discontinuité, il importe que tout État membre ayant utilisé presque totalement sa quote-part initiale procède à un tirage d'une quote-part complémentaire sur la réserve; que ce tirage doit être effectué, par chaque État membre, lorsque chacune de ses quotes-parts complémentaires est presque totalement utilisée, et ce autant de fois que le permet la réserve; que les quotes-parts initiales et complémentaires doivent être valables jusqu'à la fin de la période contingente, que ce mode de gestion requiert une collaboration étroite entre les États membres et la Commission, laquelle doit, notamment, pouvoir suivre l'état d'épuisement du volume contingente et en informer les États membres;

considérant que si, à une date déterminée de la période contingente, un reliquat important existe dans l'un ou l'autre État membre, il est indispensable que cet État en reverse un pourcentage appréciable dans la réserve afin d'éviter qu'une partie du contingent tarifaire communautaire ne soit pas utilisée dans un État membre alors qu'elle pourrait être utilisée dans d'autres;

considérant que, le royaume de Belgique, le royaume des Pays-Bas et le grand-duché de Luxembourg étant réunis et représentés par l'union économique Benelux, toute opération relative à la gestion de quotes-parts attribuées à ladite union économique peut être effectuée par l'un de ses membres,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

*Article premier*

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1988, le droit de douane applicable à l'importation des produits désignés ci-après est suspendu au niveau et dans la limite d'un contingent tarifaire communautaire indiqués en regard:

Numéro d'ordre	Code de la nomenclature combinée	Désignation des marchandises	Volume du contingent (en tonnes)	Droit contingente (en %)
09.0035	07.12.20-00	Oignons séchés, même coupés en morceaux ou en tranches ou bien broyés ou pulvérisés, mais non autrement préparés	12 000	10

Dans la limite de ce contingent tarifaire, le royaume d'Espagne et la République portugaise appliquent des droits de douane calculés conformément aux dispositions fixées en la matière dans l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal.

## Article 2

1. Le contingent tarifaire communautaire mentionné à l'article 1<sup>er</sup> est divisé en deux tranches.
2. Une première tranche de 8 400 tonnes est répartie entre les États membres; les quotes-parts qui, sous réserve de l'article 5, sont valables jusqu'au 31 décembre 1988, s'élèvent aux quantités indiquées ci-après, en tonnes:

Benelux	1 349
Danemark	111
Allemagne	3 300
Grèce	28
Espagne	272
France	223
Irlande	117
Italie	87
Portugal	30
Royaume-Uni	2 883

3. La deuxième tranche, portant sur une quantité de 3 600 tonnes, constitue la réserve.

## Article 3

1. Si la quote-part initiale d'un État membre, telle qu'elle est fixée à l'article 2 paragraphe 2, ou cette même quote-part diminuée de la fraction reversée à la réserve, s'il a été fait application de l'article 5, est utilisée à concurrence de 90 % ou plus, cet État membre procède sans délai, par voie de notification à la Commission, au tirage, dans la mesure où le montant de la réserve le permet, d'une deuxième quote-part égale à 10 % de sa quote-part initiale, arrondie éventuellement à l'unité supérieure.

2. Si, après épuisement de sa quote-part initiale, la deuxième quote-part tirée par un État membre est utilisée à concurrence de 90 % ou plus, cet État membre procède sans délai, dans les conditions énoncées au paragraphe 1, au tirage d'une troisième quote-part égale à 5 % de sa quote-part initiale, arrondie éventuellement à l'unité supérieure.

3. Si, après épuisement de sa deuxième quote-part, la troisième quote-part tirée par un État membre est utilisée à concurrence de 90 % ou plus, cet État membre procède, dans les conditions énoncées au paragraphe 1, au tirage d'une quatrième quote-part égale à la troisième.

Ce processus s'applique jusqu'à épuisement de la réserve.

4. Par dérogation aux paragraphes 1, 2 et 3, chaque État membre peut procéder au tirage de quotes-parts inférieures à celles fixées par ces paragraphes s'il existe des raisons d'estimer que celles-ci risquent de ne pas être épuisées. Il informe la Commission des motifs qui l'ont déterminé à appliquer les dispositions du présent paragraphe.

#### Article 4

Les quotes-parts complémentaires tirées en application de l'article 3 sont valables jusqu'au 31 décembre 1988

#### Article 5

Les États membres reversent à la réserve, au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre 1988 la fraction non utilisée de leur quote-part initiale qui, au 1<sup>er</sup> septembre 1988, excède 20 % du volume initial. Ils peuvent reverser une quantité plus importante s'il existe des raisons d'estimer que celle-ci risque de ne pas être utilisée.

Les États membres communiquent à la Commission, au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre 1988, le total des importations de produit en cause réalisées jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 1988, inclus et imputées sur le contingent tarifaire communautaire ainsi que, éventuellement, la fraction de leur quote-part initiale qu'ils reversent à la réserve.

#### Article 6

La Commission comptabilise les montants des quotes-parts ouvertes par les États membres conformément aux dispositions des articles 2 et 3 et informe chacun d'eux, dès que les notifications lui parviennent, de l'état d'épuisement de la réserve.

Elle informe les États membres, au plus tard le 5 octobre 1988, du volume de la réserve après les versements effectués en application de l'article 5.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le

Elle veille à ce que le tirage qui épuise la réserve soit limité au solde disponible et, à cet effet, en précise le montant à l'État membre qui procède à ce dernier tirage.

#### Article 7

1. Les États membres prennent toutes dispositions utiles pour que l'ouverture des quotes-parts complémentaires qu'ils ont tirées en application de l'article 3 rende possibles les imputations, sans discontinuité, sur leur part cumulée du contingent communautaire.

2. Les États membres garantissent aux importateurs du produit en cause le libre accès aux quotes-parts qui leur sont attribuées.

3. Les États membres procèdent à l'imputation sur leurs quotes-parts des importations du produit en question, au fur et à mesure que ce produit est présenté en douane sous le couvert de déclarations de mise en libre pratique.

4. L'état d'épuisement des quotes-parts des États membres est constaté sur la base des importations imputées dans les conditions définies au paragraphe 3.

#### Article 8

À la demande de la Commission, les États membres l'informent des importations effectivement imputées sur leurs quotes-parts.

#### Article 9

Les États membres et la Commission collaborent étroitement afin que le présent règlement soit respecté.

#### Article 10

Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1988.

Par le Conseil

Le président

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE

E/1382/87

**Délai:** JEUDI 12 NOVEMBRE 1987 - 12H

Observations éventuelles à M. WEHRENS (tél. 52362)  
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101

Objet : Contingent tarifaire communautaire pour des oignons desséchés, déshydratés ou évaporés (1988)

Proposition de LORD COCKFIELD

Décision proposée :

- approuver le projet de proposition de règlement du Conseil portant ouverture, répartition et mode de gestion d'un contingent tarifaire communautaire pour des oignons, desséchés, déshydratés ou évaporés, du code n° 07.12.20-00 de la nomenclature combinée
- . accompagné d'un exposé des motifs

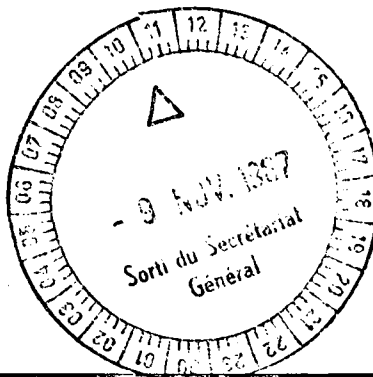
Commentaire

Cette proposition vise à répartir entre les différents Etats membres une partie importante du volume contingentaire et de conserver le solde en mesure pour couvrir les besoins supplémentaires éventuels tout en sauvegardant l'unicité du tarif douanier commun.

R. GACHOT  
Directeur

Copies à : MM. VILAR, KRENZLER, MOREL, MAYHEW, SJ

p.j.



NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) générale(s) responsable(s) : UNION DOUANIERE ET FISCALITE  
INDIRECTE

Services associés  
- pour accord -

RELATIONS EXTERIEURES : ACCORD

BUDGETS : ACCORD

TASK FORCE PME : ACCORD

- pour avis -

SERVICE JURIDIQUE : Avis favorable  
: (sous réserve d'une dernière  
vérification du texte)

Langue originale : FR.

Le document est disponible au Secrétariat général (Berl. 11/101)  
pour consultation dans toutes les langues officielles.

La consultation du Parlement Européen : facultative et le Service  
responsable suggère de ne pas y  
recourir compte tenu de l'importance  
mineure) de ce projet.

n'est pas suggérée; son  
information sera assurée  
dans le cadre de la procédure  
speciale prévue à cet effet  
(article 113).

ANNEXE - CALENDRIER

Justification des indications de ce calendrier :

La mesure tarifaire doit entrer en vigueur le 1er janvier 1988 (obligation découlant d'un accord).

La publication au Journal Officiel doit, selon la résolution du Conseil du 27.6.1974, être effectuée avant le 20 novembre 1987.

Date préconisée pour :

la décision du Conseil : octobre 1987

Historical Archives of the European Commission

FICHE FINANCIERE

---

1. Ligne budgétaire concernée : Chap. 12 art.120
2. Base juridique : art. 113 du traité
3. Intitulé de la mesure tarifaire : Propositions de règlements du Conseil relative à l'ouverture d'un contingent tarifaire communautaire pour des oignons, séchés, déshydratés ou évaporés
4. Objectif : Assurer le respect des obligations contractées par la Communauté
5. Mode de calcul :

Volume du  
contingent : 12 000 tonnes  
Droits à appliquer : 10 %  
Droits : 16 %

6. Perte de recettes :

Valeur unitaire	2 289,41 écus
Valeur totale :	27 472 920 écus
Perte :	1 648 375 écus

Par rapport à 1987 : sans changement

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

Cette proposition est formulée en conformité avec un engagement contractuel de la Communauté. L'impact découlant de cette concession a été pris en considération lors de la prise de décision d'adoption de ce contingent et il n'aura pas un caractère sérieux sur la compétitivité et l'emploi dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

## Résumé des propositions

Il est proposé à la Commission d'approuver et de transmettre au Conseil, la proposition de règlement ci-annexée, portant ouverture, répartition et mode de gestion d'un contingent tarifaire communautaire pour des oignons, desséchés, déshydratés ou évaporés. Cette mesure tarifaire est prévue dans un accord conclu avec les Etats-Unis et qui a été approuvé par la décision du Conseil du 30 janvier 1987.

La Commission propose de répartir entre les différents Etats membres une partie importante du volume contingentaire et de conserver le solde en réserve pour couvrir les besoins supplémentaires éventuels tout en sauvegarder l'unicité du tarif douanier commun.

Annexe : 1 proposition de règlement

Historical Archives of the European Commission

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

Generaldirektion  
Zollunion und indirekte Steuern

-----  
XXI/A/2

Brüssel, den  
XXI/863/87 - DE

Vorschlag für eine  
VERORDNUNG (EWG) DES RATES

zur Eröffnung, Aufteilung und Verwaltung eines Gemeinschaftszollkontingents  
für Speisezwiebeln, getrocknet der Codennummer 07.12.20-00 der  
kombinierten Nomenklatur

Historical Archives of the European Commission

## BEGRÜNDUNG

1. Im Rahmen eines mit den Vereinigten Staaten geschlossenen und mit Beschluß des Rates vom 30. Januar 1987 (1) genehmigten Abkommens sah sich die Gemeinschaft veranlasst, für die Jahre 1987 bis 1990, bei der Einfuhr aus Drittländern die Eröffnung eines jährlichen Gemeinschaftszollkontingents für Speisezwiebeln, getrocknet, der Codenummer 07.12.20-00 der am 1. Januar 1988 in Kraft tretenden kombinierten Nomenklatur in Höhe von 12 000 Tonnen zu einem Zollsatz von 10 % vorzusehen.
2. Der vorliegende Vorschlag betrifft die Anwendung dieses Kontingents vom 1. Januar bis 31. Dezember 1988.
3. Der Vorschlag der Kommission lehnt sich weitgehend an die von ihr üblicherweise für Zollkontingente gemachten Vorschläge an :
  - Die Kontingentsmenge wird in zwei Raten aufgeteilt ; die erste relativ große Rate wird auf die Mitgliedstaaten aufgeteilt ; die zweite Rate bildet die Reserve, aus der ein etwaiger zusätzlicher Bedarf in den Mitgliedstaaten gedeckt werden soll.
  - Die Zuteilung der ersten Quoten an die Mitgliedstaaten erfolgt anhand der Einfuhren aus nicht präferenzbegünstigten Drittländern in den letzten drei Jahren sowie des voraussichtlichen Bedarfs der Mitgliedstaaten in dem betreffenden Kontingentszeitraum.

---

(1) AB1. Nr. L 98 vom 10.4.1987, S. 1

Die Einfuhren der Gemeinschaft aus diesen Ländern haben sich im Laufe der drei in Betracht kommenden Jahre wie folgt entwickelt :

Mitgliedstaat	1984	1985	1986
Benelux	3 266	2 712	2 565
Dänemark	283	235	182
Deutschland	6 796	7 444	6 647
Griechenland	50	67	58
Spanien	573	546	606
Frankreich	664	312	439
Irland	249	246	245
Italien	162	244	145
Portugal	52	70	69
Vereinigtes Königreich	6 736	6 003	5 515
<hr/>			
	18 831	17 879	16 471

Auf der Grundlage dieser Angaben und des voraussichtlichen Bedarfs können für die erste Beteiligung der Mitgliedstaaten folgende Vomhundertsätze angesetzt werden :

Benelux	16,06
Dänemark	1,32
Deutschland	39,28
Griechenland	0,33
Spanien	3,24
Frankreich	2,66
Irland	1,39
Italien	1,04
Portugal	0,36
Vereinigtes Königreich	34,32

Vorschlag für eine  
VERORDNUNG (EWG) Nr. des RATES  
vom

zur Eröffnung, Aufteilung und Verwaltung eines Gemeinschaftszollkontingents für Speisezwiebeln, getrocknet, der Codenummer 07.12.20-00 der kombinierten Nomenklatur (1988)

DER RAT DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, insbesondere auf Artikel 113,

auf Vorschlag der Kommission,

in Erwägung nachstehender Gründe :

Im Rahmen des mit Beschluss des Rates vom 30. Januar 1987 (1) genehmigten Abkommens zwischen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und den Vereinigten Staaten von Amerika über den Abschluss der Verhandlungen gemäss Artikel XXIV/6 des GATT hat sich die Gemeinschaft verpflichtet, für die Jahre 1987 bis 1990 ein jährliches Gemeinschaftszollkontingent für Speisezwiebeln, getrocknet, in Höhe von 12 000 Tonnen zu einem Zollsatz von 10 % zu eröffnen. Das betreffende Zollkontingent ist daher für den Zeitraum vom 1. Januar bis 31. Dezember 1988 zu eröffnen.

Die Gemeinschaft hat mit Wirkung von 1.1.1988 eine Warenomenklatur angenommen, die den Erfordernissen des Gemeinsamen Zollltarifs wie auch der Statistik des Aussenhandels der Gemeinschaft und des Handels zwischen ihren Mitgliedstaaten entspricht. Um die besonderen Gemeinschaftsregelungen zu erfassen, wurde diese Nomenklatur durch einen integrierten Tarif der Europäischen Gemeinschaften (TARIC) erweitert. Ab dem genannten Zeitpunkt sind für die in dieser Verordnung aufgeführten Waren daher die kombinierte Nomenklatur und gegebenenfalls die TARIC-Codenummern zu verwenden.

Allen Einführern ist insbesondere gleicher, regelmäßiger Zugang zu dem Kontingent zu sichern. Ferner muß die ununterbrochene Anwendung des vorgesehenen Zollsatzes auf alle Einfuhren im Rahmen des Kontingents bis zu seiner Ausschöpfung gewährleistet werden. Der Gemeinschaftscharakter des Kontingents im Hinblick auf diese Grundsätze kann dadurch gewahrt werden, daß bei der Ausschöpfung dieses Kontingents von einer Aufteilung der Menge auf die Mitgliedstaaten ausgegangen wird. Damit die tatsächliche Marktentwicklung der betreffenden Ware weitmöglichst berücksichtigt wird, muß diese Aufteilung entsprechend dem Bedarf vorgenommen werden, der einerseits anhand der statistischen Angaben über die während eines repräsentativen Bezugszeitraums getätigten Einfuhren aus Drittländern und andererseits nach den Wirtschaftsaussichten für das betreffende Kontingentsjahr zu berechnen ist.

Während der letzten drei Jahre, für die vollständige statistische Angaben verfügbar sind, verteilen sich die insgesamt getätigten Einfuhren dieser Ware aus Drittländern, denen nicht eine gleichwertige Zollbegünstigung zugute kommt, prozentual auf die einzelnen Mitgliedstaaten wie folgt:

-----  
(1) ABL. Nr. L 98 vom 10.4.1987, S. 1

Mitgliedstaat	1984	1985	1986
Benelux	3 266	2 712	2 565
Dänemark	283	235	182
Deutschland	6 796	7 444	6 647
Griechenland	50	67	58
Spanien	573	546	606
Frankreich	664	312	439
Irland	249	246	245
Italien	162	244	145
Portugal	52	70	69
Vereinigtes Königreich	6 736	6 003	5 515
	18 831	17 879	16 471

Unter Berücksichtigung dieser Faktoren und der voraussichtlichen Entwicklung der Marktlage für diese Ware im Jahr 1988 lässt sich die erste prozentuale Beteiligung an der Kontingentsmenge etwa wie folgt festsetzen :

Benelux	16,06
Dänemark	1,32
Deutschland	39,28
Griechenland	0,33
Spanien	3,24
Frankreich	2,66
Irland	1,39
Italien	1,04
Portugal	0,36
Vereinigtes Königreich	34,32

Um der möglichen Entwicklung der Einfuhren der genannten Ware Rechnung zu tragen, ist die Kontingentsmenge in zwei Raten zu teilen, wobei die erste Rate auf die Mitgliedstaaten aufgeteilt wird und die zweite Rate als Reserve zur späteren Deckung des Bedarfs derjenigen Mitgliedstaaten bestimmt ist, die ihre erste Quote ausgeschöpft haben.

Um den Einführern eine gewisse Sicherheit zu geben, ist es angezeigt, die erste Rate des Gemeinschaftskontingents hoch, d. h. im vorliegenden Fall auf 70 v. H. der Kontingentsmenge, festzusetzen.

Die ersten Quoten können mehr oder weniger rasch ausgeschöpft werden. Um Unterbrechungen zu vermeiden, muß daher jeder Mitgliedstaat, der seine erste Quote fast ganz ausgeschöpft hat, die Ziehung einer zusätzlichen Quote auf die Reserve vornehmen. Diese Ziehung muß jeder Mitgliedstaat vornehmen, wenn jede seiner zusätzlichen Quoten fast ganz ausgeschöpft ist; diese Ziehung muß er so oft vornehmen, wie noch eine Reserve vorhanden ist. Die ersten und die zusätzlichen Quoten müssen bis zum Ende des Kontingentszeitraums gelten. Diese Art der Verwaltung erfordert eine enge Zusammenarbeit zwischen den Mitgliedstaaten und der Kommission, die vor allem die Möglichkeit haben muß, den Stand der Ausschöpfung der Kontingentsmenge zu verfolgen und die Mitgliedstaaten darüber zu unterrichten.

Ist zu einem bestimmten Zeitpunkt des Kontingentszeitraums in einem Mitgliedstaat eine größere Restmenge vorhanden, so muß dieser Staat einen erheblichen Teil davon auf die Reserve übertragen, um zu verhindern, daß ein Teil des Gemeinschaftszollkontingents in einem Mitgliedstaat nicht ausgeschöpft wird, während er in anderen Mitgliedstaaten verwendet werden könnte.

Da das Königreich Belgien, das Königreich der Niederlande und das Großherzogtum Luxemburg sich zu der Wirtschaftsunion Benelux zusammengeschlossen haben und durch diese vertreten werden, kann jede Maßnahme im Zusammenhang mit der Verwaltung der dieser Wirtschaftsunion zugeteilten Quoten durch eines ihrer Mitglieder vorgenommen werden —

HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN :

Artikel 1

Vom 1. Januar bis zum 31. Dezember 1988 wird der bei der Einfuhr geltende Zollsatz für die nachstehend bezeichneten Waren in den Grenzen des angegebenen Gemeinschaftszollkontingents auf folgende Höhe ausgesetzt :

Lfd. Nr.	Codenummer der kombinierten Nomenklatur	Warenbezeichnung	Kontingentsmenge (in Tonnen)	Kontingentszollsatz (in %)
09.0035	07.12.20-00	Speisezwiebeln, getrocknet, auch in Stücke oder Scheiben geschnitten, als Pulver oder sonst zerkleinert, aber nicht weiter zubereitet	12 000	10

Im Rahmen dieses Zollkontingents wenden das Königreich Spanien und die Portugiesische Republik Zollsätze an, die nach den einschlägigen Bestimmungen der Beitrittsakte berechnet werden.

Artikel 2

- (1) Das in Artikel 1 genannte Gemeinschaftszollkontingent wird in zwei Raten geteilt.
- (2) Eine erste Rate in Höhe von 8 400 Tonnen wird auf die Mitgliedstaaten aufgeteilt; die Quoten, die vorbehaltlich des Artikels 5 bis zum 31. Dezember 1983 gelten, belaufen sich auf folgende Mengen:

	(in Tonnen)
Benelux	1 349
Dänemark	111
Deutschland	3 300
Griechenland	28
Spanien	272
Frankreich	223
Irland	117
Italien	87
Portugal	30
Vereinigtes Königreich	2 883

- (3) Die zweite Rate in Höhe von 3 600 Tonnen bildet die Reserve.

Artikel 3

(1) Schöpft ein Mitgliedstaat seine erste Quote gemäß Artikel 2 Absatz 2 oder, bei Anwendung des Artikels 5, die gleiche Quote abzüglich des auf die Reserve übertragenen Teils zu 90 v. H. oder mehr aus, so nimmt er unverzüglich, soweit die Reservemenge ausreicht, die Ziehung einer zweiten Quote in Höhe von 10 v. H. seiner ersten Quote vor, die gegebenenfalls auf die höhere Einheit aufgerundet wird; die Ziehung erfolgt durch Mitteilung an die Kommission.

(2) Ist nach Ausschöpfung der ersten Quote die zweite von einem Mitgliedstaat gezogene Quote zu 90 v. H. oder mehr ausgeschöpft, so nimmt dieser Mitgliedstaat unverzüglich gemäß Absatz 1 die Ziehung einer dritten Quote in Höhe von 5 v. H. seiner ersten Quote vor, die gegebenenfalls auf die höhere Einheit aufgerundet wird.

(3) Ist nach Ausschöpfung der zweiten Quote die dritte von einem Mitgliedstaat gezogene Quote zu 90 v. H. oder mehr ausgeschöpft, so nimmt dieser Mitgliedstaat gemäß Absatz 1 die Ziehung einer vierten Quote in Höhe der dritten Quote vor.

Dieses Verfahren wird bis zur Ausschöpfung der Reserve angewandt.

(4) Abweichend von den Absätzen 1, 2 und 3 kann jeder Mitgliedstaat niedrigere als die in diesen Absätzen vorgesehenen Quoten ziehen, wenn Grund zu der Annahme besteht, daß diese nicht ausgeschöpft werden können. Er unterrichtet die Kommission über die Gründe, die ihn veranlaßt haben, diesen Absatz anzuwenden.

#### Artikel 4

Die in Anwendung von Artikel 3 gezogenen zusätzlichen Quoten gelten bis zum 31. Dezember 1988

#### Artikel 5

Die Mitgliedstaaten übertragen spätestens am 1. Oktober 1988 von ihrer nicht ausgenutzten ersten Quote den Teil auf die Reserve, der am 15. September 1988 20 v.H. der ursprünglichen Menge übersteigt. Sie können eine größere Menge übertragen, wenn Grund zur Annahme besteht, daß die betreffende Menge nicht ausgeschöpft werden kann.

Die Mitgliedstaaten teilen der Kommission spätestens am 1. Oktober 1988 die Gesamtmenge der Einfuhren der betreffenden Ware mit, die bis zum 15. September 1988 einschließlich getätigt und auf das Gemeinschaftszollkontingent angerechnet wurden, sowie gegebenenfalls den Teil ihrer ersten Quote, den sie auf die Reserve übertragen.

#### Artikel 6

Die Kommission verbucht die Beträge der von den Mitgliedstaaten nach den Artikeln 2 und 3 eröffneten Quoten und unterrichtet die einzelnen Mitgliedstaaten über den Stand der Ausschöpfung der Reserve, sobald ihr die Mitteilungen zugehen.

Sie unterrichtet die Mitgliedstaaten spätestens am 5. Oktober 1988 über die Reserve, die nach den in Anwendung von Artikel 5 erfolgten Übertragungen verbleibt.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Geschehen zu Brüssel am

Sie sorgt dafür, daß die Ziehung, mit der die Reserve ausgeschöpft wird, auf die verfügbare Restmenge beschränkt bleibt, und gibt zu diesem Zweck dem Mitgliedstaat, der diese letzte Ziehung vornimmt, die Restmenge an.

#### Artikel 7

(1) Die Mitgliedstaaten treffen die erforderlichen Maßnahmen, um durch die Eröffnung der gemäß Artikel 3 gezogenen zusätzlichen Quoten die fortlaufenden Anrechnungen auf ihren kumulierten Anteil an dem Gemeinschaftskontingent zu ermöglichen.

(2) Die Mitgliedstaaten garantieren den Importeuren der betreffenden Waren freien Zugang zu den ihnen zugeteilten Quoten.

(3) Die Mitgliedstaaten rechnen die Einfuhren der betreffenden Ware nach Maßgabe der Gestellung der betreffenden Ware bei der Zollstelle mit einer Anmeldung zur Überführung in den zollrechtlich freien Verkehr auf ihre Quoten an.

(4) Der Stand der Ausschöpfung der Quoten der Mitgliedstaaten wird anhand der gemäß Absatz 3 angerechneten Einfuhren festgestellt.

#### Artikel 8

Auf Antrag der Kommission teilen die Mitgliedstaaten mit, welche Einfuhren tatsächlich auf ihre Quoten angerechnet wurden.

#### Artikel 9

Die Mitgliedstaaten und die Kommission arbeiten im Hinblick auf die Einhaltung dieser Verordnung eng zusammen.

#### Artikel 10

Diese Verordnung tritt am 1. Januar 1988 in Kraft.

Im Namen des Rates

Der Präsident

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE

E/1382/87

Délai: JEUDI 12 NOVEMBRE 1987 - 12H

Observations éventuelles à M. WEHRENS (tél. 52362)  
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101

Objet : Contingent tarifaire communautaire pour des oignons desséchés, déshydratés ou évaporés (1988)

Proposition de LORD COCKFIELD

Décision proposée :

- approuver le projet de proposition de règlement du Conseil portant ouverture, répartition et mode de gestion d'un contingent tarifaire communautaire pour des oignons, desséchés, déshydratés ou évaporés, du code n° 07.12.20-00 de la nomenclature combinée
- . accompagné d'un exposé des motifs

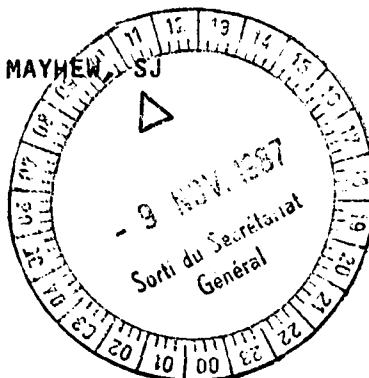
Commentaire

Cette proposition vise à répartir entre les différents Etats membres une partie importante du volume contingentaire et de conserver le solde en mesure pour couvrir les besoins supplémentaires éventuels tout en sauvegardant l'unicité du tarif douanier commun.

R. GACHOT  
Directeur

Copies à : MM. VILAR, KRENZLER, MOREL, MAYHEW, SJ

p.j.



NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) générale(s) responsable(s) : UNION DOUANIERE ET FISCALITE  
INDIRECTE

Services associés  
- pour accord -

RELATIONS EXTERIEURES

: ACCORD

BUDGETS

: ACCORD

TASK FORCE PME

: ACCORD

- pour avis -

SERVICE JURIDIQUE

: Avis favorable

: (sous réserve d'une dernière  
vérification du texte)

Langue originale

: FR.

Le document est disponible au Secrétariat général (Berl. 11/101)  
pour consultation dans toutes les langues officielles.

La consultation du Parlement Européen

: facultative et le Service  
responsable suggère de ne pas y  
recourir compte tenu de l'importance  
mineure) de ce projet.

n'est pas suggérée; son  
information sera assurée  
dans le cadre de la procédure  
speciale prévue à cet effet  
(article 113).

ANNEXE - CALENDRIER

Justification des indications de ce calendrier :

La mesure tarifaire doit entrer en vigueur le 1er janvier 1988 (obligation découlant d'un accord).

La publication au Journal Officiel doit, selon la résolution du Conseil du 27.6.1974, être effectuée avant le 20 novembre 1987.

Date préconisée pour :

la décision du Conseil : octobre 1987

Historical Archives of the European Commission

FICHE FINANCIERE

---

1. Ligne budgétaire concernée : Chap. 12 art.120
2. Base juridique : art. 113 du traité
3. Intitulé de la mesure tarifaire : Propositions de règlements du Conseil relative à l'ouverture d'un contingent tarifaire communautaire pour des oignons, séchés, déshydratés ou évaporés
4. Objectif : Assurer le respect des obligations contractées par la Communauté
5. Mode de calcul :

Volume du  
contingent : 12 000 tonnes  
Droits à appliquer : 10 %  
Droits : 16 %

6. Perte de recettes :

Valeur unitaire	2 289,41 écus
Valeur totale :	27 472 920 écus
Perte :	1 648 375 écus

Par rapport à 1987 : sans changement

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

Cette proposition est formulée en conformité avec un engagement contractuel de la Communauté. L'impact découlant de cette concession a été pris en considération lors de la prise de décision d'adoption de ce contingent et il n'aura pas un caractère sérieux sur la compétitivité et l'emploi dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

Directorate-General

Customs union and indirect taxation

-----  
XXI/A/2

XXI/863/87-EN

Proposal for a  
COUNCIL REGULATION (EEC)

opening, allocating and providing for the administration of  
a Community tariff quota for dried, dehydrated or evaporated  
onions falling within subheading 07.04 A of the Common Customs  
Tariff or code 0712 20 00 of the Combined Nomenclature

## EXPLANATORY MEMORANDUM

1. Under an agreement concluded with the USA and approved by Council Decision of January 31, 1987 (1) the Community has to put into effect the following measure for imports from non-member countries during the periode 1987 to 1990: the opening of an annual Community tariff quota of 12 000 tonnes at 10 % for dried, dehydrated or evaporated onions falling within subheading 07.04 A of the Common Customs Tariff or code 0712 20 00 of the Combined Nomenclature which enters into force on 1 January 1988.
2. The purpose of this proposal is to implement the tariff quota for the period 1 January to 31 December 1988.
3. The Commission's proposal for these products is based mainly on those usually put forward in the field of tariff quotas in so far as:
  - (i) the quota volume is divided into two parts, the first consisting of a fairly large quantity allocated among the Member States and the second being a reserve intended to cover any additional needs of the Member States;
  - (ii) the allocation of the initial shares to the Member States is based on the available statistics of past imports from non-preferential non-Community countries over the last three years and on the estimated needs of the Member States over the quota period.

Figures\* for Community imports from these countries over the last three years are as follows:

Member State:	1984	1985	1986
Benelux	3 266	2 712	2 565
Denmark	283	235	182
Germany	6 796	7 444	6 647
Greece	50	67	58
Spain	573	546	606
France	664	312	439
Ireland	249	246	245
Italy	162	244	145
Portugal	52	70	69
United Kingdom	6 736	6 003	5 515
	18 831	17 879	16 471

(1) OJ L 98, 10.4.1987, p. 1.

On the basis of this information and the estimated needs of Member States, the following initial percentages can be allocated:

Member State

---

Benelux	16.06
Denmark	1.32
Germany	39.28
Greece	0.33
Spain	3.24
France	2.66
Ireland	1.39
Italy	1.04
Portugal	0.36
United Kingdom	34.32

Historical Archives of the European Commission

Proposal for a  
COUNCIL REGULATION (EEC)

opening, allocating and providing for the administration of a Community tariff  
quota for dried, dehydrated or evaporated onions falling within code  
0712 20 00 of the Combined Nomenclature (1988)

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community, and in particular Article 113 thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Whereas under an agreement concluded with the United States of America and approved by Council Decision of 30 January 1987(1), the Community has undertaken, for the period 1987 to 1990, to open an annual Community tariff quota of 12 000 tonnes at a duty rate of 10 % for dried, dehydrated or evaporated onions;

whereas, therefore, this tariff quota should be opened for 1988 ;

Whereas the Community has adopted, with effect from 1 January 1988, a Combined Nomenclature for goods which meets the requirements of the Common Customs Tariff and the Nomenclature of Goods for the External Trade Statistics of the Community and Statistics of Trade between Member States; whereas in order to accommodate specific Community measures, this Nomenclature has been expanded into an integrated tariff of the European Communities (TARIC); whereas, with effect from the date given above, the Combined Nomenclature and, where appropriate, the TARIC code numbers, should be used for the description of the products covered by this Regulation;

Whereas equal and continuous access to the quota should be ensured for all Community importers and the rate laid down

for the tariff quota should be applied consistently to all imports until the quota is used up; whereas, in the light of these principles, allocation of the tariff quota among the Member States would seem to preserve the Community nature of the quota; whereas, / as closely as possible to / in order to correspond to the actual development of the market, the allocation should reflect the requirements of the Member States based on statistics of imports from third countries during a representative reference period and the economic outlook for the quota year in question;

Whereas, during the last three years for which complete statistics are available, the corresponding imports into each of the Member States represented the following percentages of total imports of the product in question from third countries which do not benefit from / preferential / an equivalent tariff measure :

(1) OJ No L 98, 10.4.1987, p. 1.

Member States	1984	1985	1986
Benelux	3 266	2 702	2 565
Denmark	283	235	182
Germany	6 796	7 444	6 647
Greece	50	67	58
Spain	573	546	606
France	664	312	439
Ireland	249	246	245
Italy	162	244	145
Portugal	52	70	69
United Kingdom	6 736	6 003	5 515
	18 831	17 879	16 471

Whereas, in view of these factors and of market forecasts for this product for 1988 the initial percentage shares of the quota volume can be expressed approximately as follows:

Benelux	16.06
Denmark	1.32
Germany	39.28
Greece	0.33
Spain	3.24
France	2.66
Ireland	1.39
Italy	1.04
Portugal	0.36
United Kingdom	34.32

Whereas, to allow for import trends for the products concerned, the quota volume should be divided into two parts the first being allocated among the Member States and the second held as a reserve to cover any subsequent requirements of Member States which have used up their initial share; whereas, to afford importers some degree of certainty, the first part of the tariff quota should be set at a high level, which in this case could be 70% of the quota volume;

Whereas initial shares may be used up at different rates; whereas, in order to <sup>\*\*</sup> of supplies on this account, it should be provided that any Member State which has almost used up its initial share should draw an additional share from the reserve; whereas each time its additional share is almost used up a Member State should draw a further share and so on as many times as the reserve allows; whereas the initial and additional shares must be valid until the end of the quota period; whereas this form of administration requires close cooperation between the Member States and the Commission and the latter must be able to monitor the extent to which the quota  $\sqrt{\quad}$  been used up and  $\sqrt{\quad}$  inform the  $\sqrt{\quad}$  volume has Member States accordingly;

\*\* avoid any break in the continuity

Whereas if at a given date in the quota period a considerable quantity of a Member State's initial share remains unused, it is essential that the Member State concerned a significant proportion thereof to the reserve, in order to prevent part of the Community tariff quota from remaining unused in one Member State while it could be used in others;

Whereas, since the Kingdom of Belgium, the Kingdom of the Netherlands and the Grand Duchy of Luxembourg are united within and jointly represented by the Benelux Economic Union, any measure concerning the administration of the shares allocated to that economic union may be carried out by any one of its members, \*\*quota

HAS ADOPTED THIS REGULATION:

*Article 1*

From 1 January to 31 December 1988, the customs duty applicable to imports of the following products shall be suspended at the level and within the limits of a community \*\* indicated tariff quota as shown herewith:

Order No	Combined nomenclature code	Description	Amount of tariff quota (tonnes)	Rate of duty (%)
09.0035	0712 20 00	Dried, dehydrated or evaporated onions, whole, cut, sliced, broken or in powder, but not further prepared	12 000	10

Within the limits of this tariff quota, Spain and Portugal shall apply customs duties calculated in accordance with the relevant provisions laid down by the Act of Accession \*1985

*Article 2*

1. The tariff quota referred to in Article 1 shall be divided into two parts.
2. The first part of 8 400 tonnes shall be allocated among the Member States; the quota shares subject to Article 5, shall be valid until December 1988 and shall be \*31 as follows:

	(tonnes)
Benelux	1 349
Denmark	111
Germany	3 300
Greece	28
Spain	272
France	223
Ireland	117
Italy	87
Portugal	30
United Kingdom	2 883

3. The second part of the quota, amounting to 3 600 tonnes, shall constitute the reserve.

#### Article 3

1. If a Member State has used 90 % or more of its initial share as <sup>\*\*</sup> in Article 2 (2), or of that share less any <sup>\*\*</sup> specified portion returned to the reserve pursuant to Article 5, it shall forthwith, by notifying the Commission and <sup>\*\*</sup> to the extent that the reserve so permits, draw a second share equal to 10 % of its initial share, rounded up <sup>\*\*</sup> necessary <sup>\*\*</sup> where to the next whole number.
2. If, after <sup>\*\*</sup> its initial share has been used up, a Member State has used 90 % or more of the second share as well, that Member State shall forthwith, using the procedure provided for in paragraph 1, draw a third share equal to 5 % of its initial share, rounded up <sup>\*\*</sup> necessary to the next <sup>\*\*</sup> where whole number.
3. If, after <sup>\*\*</sup> its second share has been used up, a Member State has used 90 % or more of its third share, it shall, using the procedure provided for in paragraph 1, draw a fourth share equal to the third.

This process shall apply until the reserve is used up.

4. By way of derogation from paragraph 1, 2 and 3, Member States may draw shares lower than those specified in those paragraphs if there are grounds for believing that they may not be used in full. Member States shall inform the Commission of their reasons for applying this paragraph.

#### Article 4

Additional shares drawn pursuant to Article 3 shall be valid until 31 December 1982.

*Article 5*

Member States shall, not later than 1 November 1988, return to the reserve the unused portion of their initial share which, on 15 September <sup>\*\*1988,</sup> is in excess of 20 % of the initial volume. They may return a greater portion if there are grounds for believing that it may not be used in full.

Member States shall, not later than 1 October 1988, notify the Commission of the total quantities of the product in question imported up to and including 15 September 1988 and charged against the Community quota and of any portion of their initial shares returned to the reserve.

*Article 6*

The Commission shall keep an account of the shares opened by the Member States pursuant to Articles 2 and 3 and shall, as soon as the information reaches it, inform each State of the extent to which the reserve has been used up.

It shall, not later than 5 October 1988, inform the Member States of the amount still in reserve, following any return of shares pursuant to Article 5.

It shall ensure that the drawing which exhausts the reserve does not exceed the balance available, and to this end shall notify the amount of that balance to the Member State making the last drawing.

*Article 7*

1. The Member States shall take all appropriate measures to ensure that additional drawings of <sup>\*\*share</sup> pursuant to Article 3 are <sup>\*)</sup> in such a way that imports may be charged without interruption against their accumulated shares of the Community quota. <sup>\*) carried out</sup>
2. The Member States shall ensure that importers of the product in question have free access to the shares allocated to them.
3. The Member States shall charge imports of the product in question against their shares as and when the product is entered with the customs authorities for free circulation.
4. The extent to which a Member State has used up its share shall be determined on the basis of the imports charged in accordance with paragraph 3.

*Article 8*

At the request of the Commission, the Member States shall inform it of imports actually charged against their quota shares.

*Article 9*

The Member States and the Commission shall cooperate closely to ensure that this Regulation is complied with.

*Article 10*

This Regulation shall enter into force on 1 January 1988.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

*For the Council*

*The President*

Historical Archives of the European Commission

Bruxelles, le 12 novembre 1987.....

COM(87) 553/2

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

**PROCEDURE ECRITE**

E/1382/87

S U S P E N S I O N

**Délai:**

Observations éventuelles à M. B. MICHEL (tél. 52362)  
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101

Objet : Contingent tarifaire communautaire pour des oignons desséchés, déshydratés ou évaporés (1988)

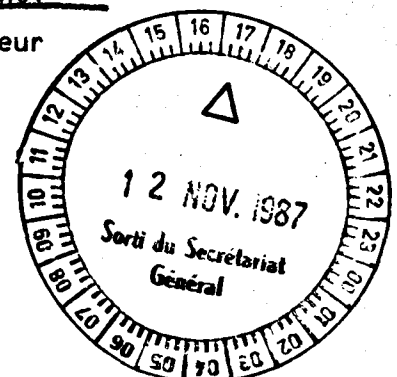
La procédure écrite E/1382/87, (doc. COM(87) 553, du 6 novembre 1987), relative à la question sous objet est suspendue jusqu'à nouvel ordre, à la demande de MM. MARIN et MATUTES, respectivement :

- "jusqu'à l'adoption des mesures adéquates pour le maintien de la préférence communautaire (art. 32 et 191 de l'Acte d'Adhésion de l'Espagne et du Portugal). Ces mesures doivent être incorporées dans la proposition de règlement faisant l'objet de la procédure écrite E/1101/87 (doc. COM(87) 433 /3).
- "jusqu'à ce que les problèmes découlant de l'application des articles 32 et 191 de l'Acte d'Adhésion de l'Espagne et du Portugal soient effectivement résolus.

  
R. GACHOT

Directeur

Copies à MM. VILAR, DEWOST, KRENZLER, MOREL, MAYHEW



NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

**PROCEDURE ECRITE**

E/1382/87

R E O U V E R T U R E

**Délai :**

LUNDI 23 NOVEMBRE 1987 - 12 H

Observations éventuelles à M. B. MICHEL (tél. 52362)  
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101

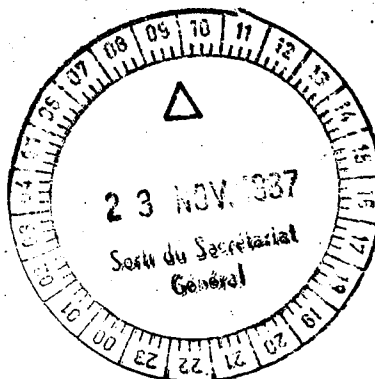
Objet : Contingent tarifaire communautaire pour des oignons desséchés, déshydratés  
ou évaporés (1988)

La procédure écrite E/1382/87 (doc. COM(87) 553 et /2, respectivement des 6 et 12  
novembre 1987) relative à la question sous objet, est réouverte, avec l'accord de M.  
MARIN et de M. MATUTES.

Un nouveau délai est fixé au Lundi 23 novembre 1987 à 12 heures.

R. GACHOT  
Directeur

Copies à : MM. VILAR, KRENZLER, MOREL, MAYHEW, DEWOST



# COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

COM(87) 553 final

Bruxelles, le 25 novembre 1987

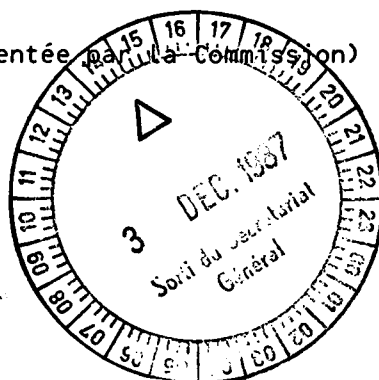
Proposition de

## REGLEMENT (CEE) DU CONSEIL

portant ouverture, répartition et mode de gestion d'un contingent tarifaire communautaire pour des oignons desséchés, déshydratés ou évaporés, du code n° 07.12.20-00 de la nomenclature combinée (1988)

-----

(présentée par la Commission)



COM(87) 553 final

## EXPOSE DES MOTIFS

1. Dans le cadre d'un accord conclu avec les Etats-Unis et approuvé par la décision du Conseil du 30 janvier 1987 (1), la Communauté a été amenée à prévoir, pour les années 1987 à 1990, à l'importation des pays tiers l'ouverture d'un contingent tarifaire communautaire annuel de 12 000 tonnes, à 10 %, pour les oignons desséchés, déshydratés ou évaporés, de la sous-position 07.04 A du tarif douanier commun, ou du code n° 07.12.20-00 de la nomenclature combinée qui entre en vigueur le 1er janvier 1988.
2. La présente proposition vise la mise en application de ce contingent pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1988.
3. Pour ces produits, la proposition de la Commission s'inspire largement de celles présentées habituellement dans le domaine des contingents tarifaires, en ce sens que :
  - le volume contingentaire est subdivisé en deux tranches, dont la première, portant sur une quantité relativement importante, est répartie entre les Etats membres, et la seconde constitue une réserve destinée à couvrir les besoins supplémentaires éventuels de ces derniers ;
  - l'attribution des quotes-parts initiales aux Etats membres est fondée sur les antériorités d'importations de chacun d'eux en provenance des pays tiers non préférentiels au cours des 3 dernières années pour lesquelles des données statistiques sont disponibles, et sur les besoins prévisibles de ces Etats membres pour la période contingentaire.

-----  
(1) J.O. N° L 98 du 10.4.1987, p. 1

Les importations de la Communauté en provenance de ces pays ont évolué de la façon suivante au cours des 3 années considérées :

	1984	1985	1986
Benelux	3 266	2 712	2 565
Danemark	283	235	182
Allemagne	6 796	7 444	6 647
Grèce	50	67	58
Espagne	573	546	606
France	664	312	439
Irlande	249	246	245
Italie	162	244	145
Portugal	52	70	69
Royaume-Uni	6 736	6 003	5 515
	18 831	17 879	16 471

Sur base de ces éléments et des besoins prévisibles de ces Etats membres, il est permis d'estimer aux pourcentages suivants, la participation initiale des Etats membres :

Benelux	16,06
Danemark	1,32
Allemagne	39,28
Grèce	0,33
Espagne	3,24
France	2,66
Irlande	1,39
Italie	1,04
Portugal	0,36
Royaume-Uni	34,32

Proposition de  
RÈGLEMENT (CEE) DU CONSEIL

portant ouverture, répartition et mode de gestion d'un contingent tarifaire communautaire pour des oignons desséchés, déshydratés ou évaporés, du code n° 07.12.20-00 de la nomenclature combinée (1988)

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 113,

vu la proposition de la Commission,

considérant que, dans le cadre de l'accord entre la Communauté économique européenne et les États-Unis d'Amérique concernant la conclusion des négociations au titre de l'article XXIV.6 de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), approuvé par la décision du Conseil du 30 janvier 1987 (1), la Communauté s'est engagée, pour les années 1987 à 1990, à ouvrir un contingent tarifaire communautaire annuel de 12 000 tonnes, au droit de 10 %, pour les oignons desséchés, déshydratés ou évaporés ; qu'il convient donc d'ouvrir pour l'année 1988, le contingent tarifaire en question ;

considérant que la Communauté a adopté, avec effet à partir du 1.1.1988, une nomenclature combinée des marchandises qui répond à la fois aux exigences du tarif douanier commun et des statistiques du Commerce extérieur de la Communauté et du commerce entre ses États membres ; que, pour couvrir en même temps des réglementations communautaires spécifiques, ladite nomenclature a été élargie par l'établissement d'un tarif intégré des Communautés européennes (TARIC) ; qu'à partir de cette date, il y a donc lieu d'utiliser la nomenclature combinée et, le cas échéant, les numéros de code TARIC, pour la désignation des produits visés par le présent règlement ;

considérant qu'il y a lieu de garantir, notamment, l'accès égal et continu de tous les importateurs audit contingent et l'application, sans interruption, à toutes les importations du taux prévu pour ledit contingent jusqu'à épuisement de ce dernier ; qu'un système d'utilisation du contingent tarifaire communautaire, fondé sur une répartition entre les États membres, paraît susceptible de respecter la nature communautaire dudit contingent au regard des principes dégagés ci-avant ; que cette répartition afin de représenter le mieux possible l'évolution réelle du marché du produit en question, doit être effectuée au prorata des besoins calculés, d'une part, d'après les données statistiques relatives aux importations en provenance des pays tiers durant une période de référence représentative et, d'autre part, d'après les perspectives économiques pour l'année contingentaire considérée ;

5

considérant que, durant les trois dernières années pour lesquelles les données statistiques sont entièrement disponibles, les importations correspondantes de chacun des États membres représentent par rapport aux importations totales du produit en question, en provenance de pays tiers qui ne bénéficient pas d'une préférence tarifaire équivalente, les pourcentages suivants :

États membres	1984	1985	1986
Benelux	3 266	2 712	2 565
Danemark	283	235	182
Allemagne	6 796	7 444	6 647
Grèce	50	67	58
Espagne	573	546	606
France	664	312	439
Irlande	249	246	245
Italie	162	244	145
Portugal	52	70	69
Royaume-Uni	6 736	6 003	5 515
	13 831	17 879	16 471

considérant que, compte tenu de ces éléments et de l'évolution prévisible du marché de ces produits durant l'année 1988, le pourcentage de participation initiale au volume contingentaire peut approximativement s'établir comme suit :

Benelux	16,06
Danemark	1,32
Allemagne	39,28
Grèce	0,33
Espagne	3,24
France	2,66
Irlande	1,39
Italie	1,04
Portugal	0,36
Royaume-Uni	34,32

considérant que, pour tenir compte de l'évolution éventuelle des importations desdits produits, il convient de diviser en deux tranches le volume contingentaire, la première tranche étant répartie entre les États membres, la deuxième tranche constituant une réserve destinée à couvrir ultérieurement les besoins des États membres ayant épuisé leur quote-part initiale ; que, pour assurer aux importateurs une certaine sécurité, il est indiqué de fixer la première tranche du contingent tarifaire communautaire à un niveau important qui, en l'occurrence, pourrait se situer à 70 % du volume contingentaire ;

considérant que les quotes-parts initiales peuvent être épuisées plus ou moins rapidement; que, pour tenir compte de ce fait et éviter toute discontinuité, il importe que tout État membre ayant utilisé presque totalement sa quote-part initiale procède à un tirage d'une quote-part complémentaire sur la réserve; que ce tirage doit être effectué, par chaque État membre, lorsque chacune de ses quotes-parts complémentaires est presque totalement utilisée, et ce autant de fois que le permet la réserve; que les quotes-parts initiales et complémentaires doivent être valables jusqu'à la fin de la période contingente, que ce mode de gestion requiert une collaboration étroite entre les États membres et la Commission, laquelle doit, notamment, pouvoir suivre l'état d'épuisement du volume contingente et en informer les États membres;

considérant que si, à une date déterminée de la période contingente, un reliquat important existe dans l'un ou l'autre État membre, il est indispensable que cet État en reverse un pourcentage appréciable dans la réserve afin d'éviter qu'une partie du contingent tarifaire communautaire ne soit pas utilisée dans un État membre alors qu'elle pourrait être utilisée dans d'autres;

considérant que, le royaume de Belgique, le royaume des Pays-Bas et le grand-duché de Luxembourg étant réunis et représentés par l'union économique Benelux, toute opération relative à la gestion de quotes-parts attribuées à ladite union économique peut être effectuée par l'un de ses membres,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

*Article premier*

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1988, le droit de douane applicable à l'importation des produits désignés ci-après est suspendu au niveau et dans la limite d'un contingent tarifaire communautaire indiqués en regard:

Numéro d'ordre	Code de la Nomenclature combinée	Désignation des marchandises	Volume du contingent (en tonnes)	Droit contingentaire (en %)
09.0035	07.12.20-00	Oignons séchés, même coupés en morceaux ou en tranches ou bien broyés ou pulvérisés, mais non autrement préparés	12 000	10

Dans la limite de ce contingent tarifaire, le royaume d'Espagne et la République portugaise appliquent des droits de douane calculés conformément aux dispositions fixées en la matière dans l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal.

Article 2

- 1. Le contingent tarifaire communautaire mentionné à l'article 1<sup>er</sup> est divisé en deux tranches.
- 2. Une première tranche de 8 400 tonnes est répartie entre les États membres; les quotes-parts qui, sous réserve de l'article 5, sont valables jusqu'au 31 décembre 1988, s'élèvent aux quantités indiquées ci-après, en tonnes :

Benelux	1 349
Danemark	111
Allemagne	3 300
Grèce	28
Espagne	272
France	223
Irlande	117
Italie	87
Portugal	30
Royaume-Uni	2 883

- 3. La deuxième tranche, portant sur une quantité de 3 600 tonnes, constitue la réserve.

Article 3

- 1. Si la quote-part initiale d'un État membre, telle qu'elle est fixée à l'article 2 paragraphe 2, ou cette même quote-part diminuée de la fraction reversée à la réserve, s'il a été fait application de l'article 5, est utilisée à concurrence de 90 % ou plus, cet État membre procède sans délai, par voie de notification à la Commission, au tirage, dans la mesure où le montant de la réserve le permet, d'une deuxième quote-part égale à 10 % de sa quote-part initiale, arrondie éventuellement à l'unité supérieure.
- 2. Si, après épuisement de sa quote-part initiale, la deuxième quote-part tirée par un État membre est utilisée à concurrence de 90 % ou plus, cet État membre procède sans délai, dans les conditions énoncées au paragraphe 1, au tirage d'une troisième quote-part égale à 5 % de sa quote-part initiale, arrondie éventuellement à l'unité supérieure.
- 3. Si, après épuisement de sa deuxième quote-part, la troisième quote-part tirée par un État membre est utilisée à concurrence de 90 % ou plus, cet État membre procède, dans les conditions énoncées au paragraphe 1, au tirage d'une quatrième quote-part égale à la troisième.

Ce processus s'applique jusqu'à épuisement de la réserve.

4. Par dérogation aux paragraphes 1, 2 et 3, chaque État membre peut procéder au tirage de quotes-parts inférieures à celles fixées par ces paragraphes s'il existe des raisons d'estimer que celles-ci risquent de ne pas être épuisées. Il informe la Commission des motifs qui l'ont déterminé à appliquer les dispositions du présent paragraphe.

#### Article 4

Les quotes-parts complémentaires tirées en application de l'article 3 sont valables jusqu'au 31 décembre 1988

#### Article 5

Les États membres reversent à la réserve, au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre 1988 la fraction non utilisée de leur quote-part initiale qui, au 1<sup>er</sup> septembre 1988, excède 20 % du volume initial. Ils peuvent reverser une quantité plus importante s'il existe des raisons d'estimer que celle-ci risque de ne pas être utilisée.

Les États membres communiquent à la Commission, au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre 1988, le total des importations du produit en cause réalisées jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 1988, inclus et imputées sur le contingent tarifaire communautaire ainsi que, éventuellement, la fraction de leur quote-part initiale qu'ils reversent à la réserve.

#### Article 6

La Commission comptabilise les montants des quotes-parts ouvertes par les États membres conformément aux dispositions des articles 2 et 3 et informe chacun d'eux, dès que les notifications lui parviennent, de l'état d'épuisement de la réserve.

Elle informe les États membres, au plus tard le 5 octobre 1988, du volume de la réserve après les versements effectués en application de l'article 5.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le

Elle veille à ce que le tirage qui épuise la réserve soit limité au solde disponible et, à cet effet, en précise le montant à l'État membre qui procède à ce dernier tirage.

#### Article 7

1. Les États membres prennent toutes dispositions utiles pour que l'ouverture des quotes-parts complémentaires qu'ils ont tirées en application de l'article 3 rende possibles les imputations, sans discontinuité, sur leur part cumulée du contingent communautaire.

2. Les États membres garantissent aux importateurs du produit en cause le libre accès aux quotes-parts qui leur sont attribuées.

3. Les États membres procèdent à l'imputation sur leurs quotes-parts des importations du produit en question, au fur et à mesure que ce produit est présenté en douane sous le couvert de déclarations de mise en libre pratique.

4. L'état d'épuisement des quotes-parts des États membres est constaté sur la base des importations imputées dans les conditions définies au paragraphe 3.

#### Article 8

À la demande de la Commission, les États membres l'informent des importations effectivement imputées sur leurs quotes-parts.

#### Article 9

Les États membres et la Commission collaborent étroitement afin que le présent règlement soit respecté.

#### Article 10

Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1988.

Par le Conseil

Le président

P.

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

Cette proposition est formulée en conformité avec un engagement contractuel de la Communauté. L'impact découlant de cette concession a été pris en considération lors de la prise de décision d'adoption de ce contingent et il n'aura pas un caractère sérieux sur la compétitivité et l'emploi dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

# KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

KOM(87) 553 endg.

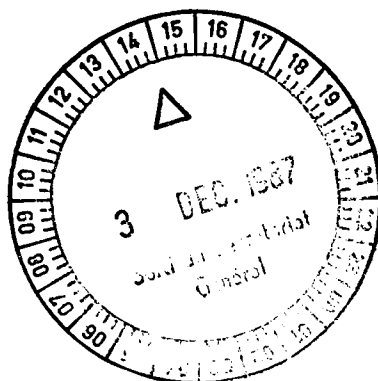
Brüssel, den 25. November 1987

## Vorschlag für eine VERORDNUNG (EWG) DES RATES

zur Eröffnung, Aufteilung und Verwaltung eines Gemeinschaftszollkontingents  
für Speisezwiebeln, getrocknet der Kodenummer 07.12.20-00  
der kombinierten Nomenklatur (1988)

---

(von der Kommission vorgelegt)



KOM(87) 553 endg.

BEGRÜNDUNG

1. Im Rahmen eines mit den Vereinigten Staaten geschlossenen und mit Beschluß des Rates vom 30. Januar 1987 (1) genehmigten Abkommens sah sich die Gemeinschaft veranlasst, für die Jahre 1987 bis 1990, bei der Einfuhr aus Drittländern die Eröffnung eines jährlichen Gemeinschaftszollkontingents für Speisezwiebeln, getrocknet, der Codennummer 07.12.20-00 der am 1. Januar 1988 in Kraft tretenden kombinierten Nomenklatur in Höhe von 12 000 Tonnen zu einem Zollsatz von 10 % vorzusehen.
2. Der vorliegende Vorschlag betrifft die Anwendung dieses Kontingents vom 1. Januar bis 31. Dezember 1988.
3. Der Vorschlag der Kommission lehnt sich weitgehend an die von ihr üblicherweise für Zollkontingente gemachten Vorschläge an :
  - Die Kontingentsmenge wird in zwei Raten aufgeteilt ; die erste relativ große Rate wird auf die Mitgliedstaaten aufgeteilt ; die zweite Rate bildet die Reserve, aus der ein etwaiger zusätzlicher Bedarf in den Mitgliedstaaten gedeckt werden soll.
  - Die Zuteilung der ersten Quoten an die Mitgliedstaaten erfolgt anhand der Einfuhren aus nicht präferenzbegünstigten Drittländern in den letzten drei Jahren sowie des voraussichtlichen Bedarfs der Mitgliedstaaten in dem betreffenden Kontingentszeitraum.

---

(1) ABl. Nr. L 98 vom 10.4.1987, S. 1

Die Einfuhren der Gemeinschaft aus diesen Ländern haben sich im Laufe der drei in Betracht kommenden Jahre wie folgt entwickelt :

Mitgliedstaat	1984	1985	1986
Benelux	3 266	2 712	2 565
Dänemark	283	235	182
Deutschland	6 796	7 444	6 647
Griechenland	50	67	58
Spanien	573	546	606
Frankreich	664	312	439
Irland	249	246	245
Italien	162	244	145
Portugal	52	70	69
Vereinigtes Königreich	6 736	6 003	5 515
	18 831	17 879	16 471

Auf der Grundlage dieser Angaben und des voraussichtlichen Bedarfs können für die erste Beteiligung der Mitgliedstaaten folgende Vmhundertsätze angesetzt werden :

Benelux	16,06
Dänemark	1,32
Deutschland	39,28
Griechenland	0,33
Spanien	3,24
Frankreich	2,66
Irland	1,39
Italien	1,04
Portugal	0,36
Vereinigtes Königreich	34,32

4

Vorschlag für eine  
VERORDNUNG (EWG) des RATES

zur Eröffnung, Aufteilung und Verwaltung eines Gemeinschaftszollkontingents für Speisezwiebeln, getrocknet, der Codenummer 07.12.20-00 der kombinierten Nomenklatur (1988)

DER RAT DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, insbesondere auf Artikel 113,

auf Vorschlag der Kommission,

in Erwägung nachstehender Gründe :

Im Rahmen des mit Beschluss des Rates vom 30. Januar 1987 (1) genehmigten Abkommens zwischen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und den Vereinigten Staaten von Amerika über den Abschluss der Verhandlungen gemäss Artikel XXIV/6 des GATT hat sich die Gemeinschaft verpflichtet, für die Jahre 1987 bis 1990 ein jährliches Gemeinschaftszollkontingent für Speisezwiebeln, getrocknet, in Höhe von 12 000 Tonnen zu einem Zollsatz von 10 % zu eröffnen. Das betreffende Zollkontingent ist daher für den Zeitraum vom 1. Januar bis 31. Dezember 1988 zu eröffnen.

Die Gemeinschaft hat mit Wirkung von 1.1.1988 eine Warenomenklatur angenommen, die den Erfordernissen des Gemeinsamen Zollltarifs wie auch der Statistik des Aussenhandels der Gemeinschaft und des Handels zwischen ihren Mitgliedstaaten entspricht. Um die besonderen Gemeinschaftsregelungen zu erfassen, wurde diese Nomenklatur durch einen integrierten Tarif der Europäischen Gemeinschaften (TARIC) erweitert. Ab dem genannten Zeitpunkt sind für die in dieser Verordnung aufgeführten Waren daher die kombinierte Nomenklatur und gegebenenfalls die TARIC-Codenummern zu verwenden.

Allen Einführern ist insbesondere gleicher, regelmäßiger Zugang zu dem Kontingent zu sichern. Ferner muß die ununterbrochene Anwendung des vorgesehenen Zollsatzes auf alle Einfuhren im Rahmen des Kontingents bis zu seiner Ausschöpfung gewährleistet werden. Der Gemeinschaftscharakter des Kontingents im Hinblick auf diese Grundsätze kann dadurch gewahrt werden, daß bei der Ausschöpfung dieses Kontingents von einer Aufteilung der Menge auf die Mitgliedstaaten ausgegangen wird. Damit die tatsächliche Marktentwicklung der betreffenden Ware weitmöglichst berücksichtigt wird, muß diese Aufteilung entsprechend dem Bedarf vorgenommen werden, der einerseits anhand der statistischen Angaben über die während eines repräsentativen Bezugszeitraums getätigten Einfuhren aus Drittländern und andererseits nach den Wirtschaftsaussichten für das betreffende Kontingentsjahr zu berechnen ist.

Während der letzten drei Jahre, für die vollständige statistische Angaben verfügbar sind, verteilen sich die insgesamt getätigten Einfuhren dieser Ware aus Drittländern, denen nicht eine gleichwertige Zollbegünstigung zugute kommt, prozentual auf die einzelnen Mitgliedstaaten wie folgt:

-----  
(1) ABL. Nr. L 98 vom 10.4.1987, S. 1

Mitgliedstaat	1984	1985	1986
Benelux	3 266	2 712	2 565
Dänemark	283	235	182
Deutschland	6 796	7 444	6 647
Griechenland	50	67	58
Spanien	573	546	606
Frankreich	664	312	439
Irland	249	246	245
Italien	162	244	145
Portugal	52	70	69
Vereinigtes Königreich	6 736	6 003	5 515
	18 831	17 879	16 471

Unter Berücksichtigung dieser Faktoren und der voraussichtlichen Entwicklung der Marktlage für diese Ware im Jahr 1988 lässt sich die erste prozentuale Beteiligung an der Kontingentsmenge etwa wie folgt festsetzen :

Benelux	16,06
Dänemark	1,32
Deutschland	39,28
Griechenland	0,33
Spanien	3,24
Frankreich	2,66
Irland	1,39
Italien	1,04
Portugal	0,36
Vereinigtes Königreich	34,32

Um der möglichen Entwicklung der Einfuhren der genannten Ware Rechnung zu tragen, ist die Kontingentsmenge in zwei Raten zu teilen, wobei die erste Rate auf die Mitgliedstaaten aufgeteilt wird und die zweite Rate als Reserve zur späteren Deckung des Bedarfs derjenigen Mitgliedstaaten bestimmt ist, die ihre erste Quote ausgeschöpft haben.

Um den Einführern eine gewisse Sicherheit zu geben, ist es angezeigt, die erste Rate des Gemeinschaftskontingents hoch, d. h. im vorliegenden Fall auf 70 v. H. der Kontingentsmenge, festzusetzen.

Die ersten Quoten können mehr oder weniger rasch ausgeschöpft werden. Um Unterbrechungen zu vermeiden, muß daher jeder Mitgliedstaat, der seine erste Quote fast ganz ausgeschöpft hat, die Ziehung einer zusätzlichen Quote auf die Reserve vornehmen. Diese Ziehung muß jeder Mitgliedstaat vornehmen, wenn jede seiner zusätzlichen Quoten fast ganz ausgeschöpft ist; diese Ziehung muß er so oft vornehmen, wie noch eine Reserve vorhanden ist. Die ersten und die zusätzlichen Quoten müssen bis zum Ende des Kontingentszeitraums gelten. Diese Art der Verwaltung erfordert eine enge Zusammenarbeit zwischen den Mitgliedstaaten und der Kommission, die vor allem die Möglichkeit haben muß, den Stand der Ausschöpfung der Kontingentsmenge zu verfolgen und die Mitgliedstaaten darüber zu unterrichten.

Ist zu einem bestimmten Zeitpunkt des Kontingentszeitraums in einem Mitgliedstaat eine größere Restmenge vorhanden, so muß dieser Staat einen erheblichen Teil davon auf die Reserve übertragen, um zu verhindern, daß ein Teil des Gemeinschaftszollkontingents in einem Mitgliedstaat nicht ausgeschöpft wird, während er in anderen Mitgliedstaaten verwendet werden könnte.

Da das Königreich Belgien, das Königreich der Niederlande und das Großherzogtum Luxemburg sich zu der Wirtschaftsunion Benelux zusammengeschlossen haben und durch diese vertreten werden, kann jede Maßnahme im Zusammenhang mit der Verwaltung der dieser Wirtschaftsunion zugeteilten Quoten durch eines ihrer Mitglieder vorgenommen werden —

HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN :

Artikel 1

Vom 1. Januar bis zum 31. Dezember 1988 wird der bei der Einfuhr geltende Zollsatz für die nachstehend bezeichneten Waren in den Grenzen des angegebenen Gemeinschaftszollkontingents auf folgende Höhe ausgesetzt :

Lfd. Nr.	Codenummer der kombinierten Nomenklatur	Warenbezeichnung	Kontingentsmenge (in Tonnen)	Kontingentszollsatz (in %)
09.0035	07.12.20-00	Speisezwiebeln, getrocknet, auch in Stücke oder Scheiben geschnitten, als Pulver oder sonst zerkleinert, aber nicht weiter zubereitet	12 000	10

Im Rahmen dieses Zollkontingents wenden das Königreich Spanien und die Portugiesische Republik Zollsätze an, die nach den einschlägigen Bestimmungen der Beitrittsakte berechnet werden.

### Artikel 2

- (1) Das in Artikel 1 genannte Gemeinschaftszollkontingent wird in zwei Raten geteilt.
- (2) Eine erste Rate in Höhe von 8 400 Tonnen wird auf die Mitgliedstaaten aufgeteilt; die Quoten, die vorbehaltlich des Artikels 5 bis zum 31. Dezember 1983 gelten, belaufen sich auf folgende Mengen:

	(in Tonnen)
Benelux	1 349
Dänemark	111
Deutschland	3 300
Griechenland	28
Spanien	272
Frankreich	223
Irland	117
Italien	87
Portugal	30
Vereinigtes Königreich	2 883

- (3) Die zweite Rate in Höhe von 3 600 Tonnen bildet die Reserve.

### Artikel 3

(1) Schöpft ein Mitgliedstaat seine erste Quote gemäß Artikel 2 Absatz 2 oder, bei Anwendung des Artikels 5, die gleiche Quote abzüglich des auf die Reserve übertragenen Teils zu 90 v. H. oder mehr aus, so nimmt er unverzüglich, soweit die Reservemenge ausreicht, die Ziehung einer zweiten Quote in Höhe von 10 v. H. seiner ersten Quote vor, die gegebenenfalls auf die höhere Einheit aufgerundet wird; die Ziehung erfolgt durch Mitteilung an die Kommission.

(2) Ist nach Ausschöpfung der ersten Quote die zweite von einem Mitgliedstaat gezogene Quote zu 90 v. H. oder mehr ausgeschöpft, so nimmt dieser Mitgliedstaat unverzüglich gemäß Absatz 1 die Ziehung einer dritten Quote in Höhe von 5 v. H. seiner ersten Quote vor, die gegebenenfalls auf die höhere Einheit aufgerundet wird.

(3) Ist nach Ausschöpfung der zweiten Quote die dritte von einem Mitgliedstaat gezogene Quote zu 90 v. H. oder mehr ausgeschöpft, so nimmt dieser Mitgliedstaat gemäß Absatz 1 die Ziehung einer vierten Quote in Höhe der dritten Quote vor.

Dieses Verfahren wird bis zur Ausschöpfung der Reserve angewandt.

(4) Abweichend von den Absätzen 1, 2 und 3 kann jeder Mitgliedstaat niedrigere als die in diesen Absätzen vorgesehenen Quoten ziehen, wenn Grund zu der Annahme besteht, daß diese nicht ausgeschöpft werden können. Er unterrichtet die Kommission über die Gründe, die ihn veranlaßt haben, diesen Absatz anzuwenden.

#### Artikel 4

Die in Anwendung von Artikel 3 gezogenen zusätzlichen Quoten gelten bis zum 31. Dezember 1988.

#### Artikel 5

Die Mitgliedstaaten übertragen spätestens am 1. Oktober 1988 von ihrer nicht ausgenutzten ersten Quote den Teil auf die Reserve, der am 15. September 1988 20 v.H. der ursprünglichen Menge übersteigt. Sie können eine größere Menge übertragen, wenn Grund zur Annahme besteht, daß die betreffende Menge nicht ausgeschöpft werden kann.

Die Mitgliedstaaten teilen der Kommission spätestens am 1. Oktober 1988 die Gesamtmenge der Einfuhren der betreffenden Ware mit, die bis zum 15. September 1988 einschließlich getätigt und auf das Gemeinschaftszollkontingent angerechnet wurden, sowie gegebenenfalls den Teil ihrer ersten Quote, den sie auf die Reserve übertragen.

#### Artikel 6

Die Kommission verbucht die Beträge der von den Mitgliedstaaten nach den Artikeln 2 und 3 eröffneten Quoten und unterrichtet die einzelnen Mitgliedstaaten über den Stand der Ausschöpfung der Reserve, sobald ihr die Mitteilungen zugehen.

Sie unterrichtet die Mitgliedstaaten spätestens am 5. Oktober 1988 über die Reserve, die nach den in Anwendung von Artikel 5 erfolgten Übertragungen verbleibt.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Geschehen zu Brüssel am

Sie sorgt dafür, daß die Ziehung, mit der die Reserve ausgeschöpft wird, auf die verfügbare Restmenge beschränkt bleibt, und gibt zu diesem Zweck dem Mitgliedstaat, der diese letzte Ziehung vornimmt, die Restmenge an.

#### Artikel 7

(1) Die Mitgliedstaaten treffen die erforderlichen Maßnahmen, um durch die Eröffnung der gemäß Artikel 3 gezogenen zusätzlichen Quoten die fortlaufenden Anrechnungen auf ihren kumulierten Anteil an dem Gemeinschaftskontingent zu ermöglichen.

(2) Die Mitgliedstaaten garantieren den Importeuren der betreffenden Waren freien Zugang zu den ihnen zugeteilten Quoten.

(3) Die Mitgliedstaaten rechnen die Einfuhren der betreffenden Ware nach Maßgabe der Gestellung der betreffenden Ware bei der Zollstelle mit einer Anmeldung zur Überführung in den zollrechtlich freien Verkehr auf ihre Quoten an.

(4) Der Stand der Ausschöpfung der Quoten der Mitgliedstaaten wird anhand der gemäß Absatz 3 angerechneten Einfuhren festgestellt.

#### Artikel 8

Auf Antrag der Kommission teilen die Mitgliedstaaten mit, welche Einfuhren tatsächlich auf ihre Quoten angerechnet wurden.

#### Artikel 9

Die Mitgliedstaaten und die Kommission arbeiten im Hinblick auf die Einhaltung dieser Verordnung eng zusammen.

#### Artikel 10

Diese Verordnung tritt am 1. Januar 1988 in Kraft.

Im Namen des Rates

Der Präsident

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

Cette proposition est formulée en conformité avec un engagement contractuel de la Communauté. L'impact découlant de cette concession a été pris en considération lors de la prise de décision d'adoption de ce contingent et il n'aura pas un caractère sérieux sur la compétitivité et l'emploi dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

# COMMISSIONE DELLE COMUNITÀ EUROPEE

CGM(87) 553 def.

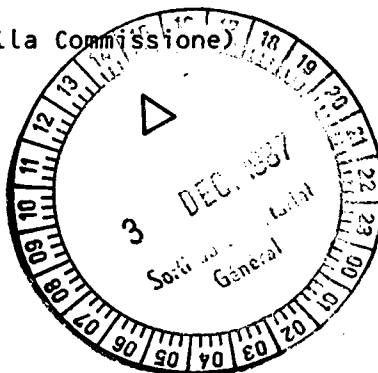
Bruxelles, 25 novembre 1987

Proposta di  
REGOLAMENTO (CEE) DEL CONSIGLIO

recante apertura, ripartizione e modalità di gestione  
di un contingente tariffario comunitario per le cipolle  
disseccate, disidratate ed evaporate del codice  
n. 07.12.20-00 della nomenclatura combinata  
(1988)

-----

(presentata dalla Commissione)



CGM(87) 553 def.

## RELAZIONE

1. Nel quadro di un accordo concluso con gli Stati Uniti d'America e approvato con decisione del Consiglio del 30 gennaio 1987 (1), la Comunità ha previsto, per il periodo 1987-1990, all'importazione dai paesi terzi, l'apertura di un contingente tariffario comunitario annuale di 12 000 t, con aliquota del 10% per cipolle disseccate, disidratate o evaporate, della sottovoce 07.04 A della tariffa doganale comune, o del codice n. 07.12.20-00 della nomenclatura combinata che entra in vigore il 1° gennaio 1988.
2. La presente proposta riguarda l'applicazione di questo contingente per il periodo dal 1° gennaio al 31 dicembre 1988.
3. Per i prodotti in questione la proposta della Commissione si ispira in larga misura a quelle presentate abitualmente nel settore dei contingenti tariffari, e precisamente:
  - il contingente tariffario è diviso in due parti, di cui la prima, comprendente quantitativi di un certo rilievo, è ripartita subito tra gli Stati membri, mentre la seconda costituisce una riserva destinata a coprire eventuali fabbisogni supplementari di questi ultimi;
  - l'attribuzione delle quote iniziali si basa sulle statistiche disponibili delle precedenti importazioni di ciascuno Stato membro dai paesi terzi non preferenziali, effettuate nel corso degli ultimi tre anni, e sulle previsioni per il periodo contingente.

-----  
(1) GU n. L 98 del 10.4.1987, pag. 1.

Le importazioni della Comunità da tali paesi, nel corso degli ultimi tre anni, presentano la seguente evoluzione:

Stati membri	1984	1985	1986
Benelux	3 266	2 712	2 565
Danimarca	283	235	182
Francia	664	312	439
Germania	6 796	7 444	6 647
Grecia	50	67	58
Irlanda	249	246	245
Italia	162	244	145
Portogallo	52	70	69
Regno Unito	6 736	6 003	5 515
Spagna	573		
	18 831	17 879	16 471

Sulla base di questi elementi e delle previsioni avanzate da questi Stati membri circa il loro fabbisogno, si può ritenere che la partecipazione iniziale degli Stati membri si aggiri sulle percentuali riportate qui di seguito:

Stati membri	
Benelux	16,06
Danimarca	1,32
Francia	2,66
Germania	39,28
Grecia	0,33
Irlanda	1,39
Italia	1,04
Portogallo	0,36
Regno Unito	34,32
Spagna	3,24

REGOLAMENTO (CEE)

DEL CONSIGLIO

**recante apertura, ripartizione e modalità di gestione di un contingente tariffario comunitario per le cipolle disseccate, disidratate e evaporate del codice n. 07.12.20-00 della nomenclatura combinata (1988)**

IL CONSIGLIO DELLE COMUNITÀ EUROPEE,

visto il trattato che istituisce la Comunità economica europea, in particolare l'articolo 113,

vista la proposta della Commissione,

considerando che, nel quadro dell'accordo tra la Comunità economica europea e gli Stati Uniti d'America sulla conclusione dei negoziati a titolo dell'articolo XXIV.6 del GATT, approvato con la decisione del Consiglio del 30 gennaio 1987 (1), la Comunità ha assunto l'impegno, per gli anni 1987-1990, di aprire un contingente tariffario comunitario annuale di 12 000 tonnellate, al dazio del 10 %, per le cipolle disseccate, disidratate o evaporate; che è pertanto opportuno aprire per l'anno 1988 il contingente tariffario in questione;

Considerando che la Comunità ha adottato, con effetto dal 1.1.1988, una nomenclatura combinata delle merci rispondenti ad un tempo alle esigenze della tariffa doganale comune e delle statistiche del commercio estero della Comunità e del commercio fra gli Stati membri; che, per coprire al tempo stesso le regolamentazioni Comunitarie specifiche, tale nomenclatura è stata estesa mediante l'istituzione di una tariffa integrata delle Comunità europee (TARIC); che, a decorrere da tale data, occorre pertanto utilizzare la nomenclatura combinata e, se necessario, i numeri del codice TARIC per la designazione dei prodotti di cui al presente regolamento;

-----  
(1) GU n. L 98 del 10.4.1987, pag. 1.

considerando che è necessario garantire a tutti gli importatori, in particolare, condizioni uguali e continue di accesso a tale contingente e l'applicazione continua a tutte le importazioni dell'aliquota di dazio prevista per il suddetto contingente fino al suo esaurimento; che un sistema di utilizzazione del contingente tariffario comunitario, basato su una ripartizione tra gli Stati membri, consente di rispettare la natura comunitaria di tale contingente riguardo ai principi enunciati; che, per rispecchiare il più possibile la reale evoluzione del mercato del prodotto in questione, tale ripartizione deve essere effettuata proporzionalmente ai fabbisogni calcolati, da una parte, secondo i dati statistici relativi alle importazioni dai paesi terzi durante un periodo di riferimento rappresentativo e, dall'altra, secondo le prospettive economiche per l'anno contingente considerato;

considerando che, negli ultimi tre anni per i quali sono disponibili esaurienti dati statistici, le importazioni di ciascuno Stato membro corrispondono, rispetto alle importazioni complessive del prodotto in questione, provenienti da paesi terzi che non beneficino di una preferenza tariffaria, alle seguenti cifre:

Stati membri	1984	1985	1986
Benelux	3.266	2.712	2.565
Danimarca	283	235	182
Francia	564	546	439
Germania	6.796	7.444	6.647
Grecia	50	67	58
Irlanda	249	246	245
Italia	162	244	145
Portogallo	52	70	69
Regno Unito	6.736	6.003	5.515
Spagna	573	546	606
	18.831	17.879	16.471

considerando che, tenuto conto di detti elementi e della prevedibile evoluzione del mercato per questi prodotti durante il 1988, la percentuale di partecipazione iniziale al volume del contingente può approssimativamente determinarsi come segue:

Benelux	0,52
Danimarca	0,41
Germania	0,75
Grecia	4,46
Spagna	1,75
Francia	7,50
Irlanda	0,01
Italia	16,59
Portogallo	67,60
Regno Unito	0,41;

considerando che, per tener conto dell'eventuale evoluzione delle importazioni di detti prodotti, occorre suddividere in due parti il volume contingente, ripartendo la prima tra gli Stati membri e costituendo con la seconda una riserva per coprire l'ulteriore fabbisogno degli Stati membri che avessero esaurito la loro quota iniziale; che per garantire una certa sicurezza agli importatori è opportuno fissare la prima parte del contingente ad un livello elevato che, nella fattispecie, potrebbe corrispondere al 70% del volume contingente;

considerando che le quote iniziali possono esaurirsi più o meno rapidamente; che, per tener conto di ciò ed evitare ogni discontinuità, è necessario che ogni Stato membro che abbia utilizzato quasi totalmente la sua quota iniziale effettui il prelievo di una quota supplementare dalla riserva; che tale prelievo deve essere effettuato da ogni Stato membro quando ciascuna delle sue quote supplementari sia quasi totalmente utilizzata e ciò finché la consistenza della riserva lo permetta; che le quote iniziali e supplementari devono essere valide fino al termine del periodo contingente; che tale metodo di gestione richiede una stretta collaborazione tra gli Stati membri e la Commissione e che quest'ultima deve, in particolare, poter seguire il grado di esaurimento del volume del contingente ed informarne gli Stati membri;

considerando che, se ad una data determinata del periodo contingente in uno Stato membro si rende disponibile una forte rimanenza della quota, tale Stato deve riversarne una percentuale considerevole nella riserva, per evitare che una parte del contingente tariffario comunitario rimanga inutilizzata in uno Stato membro mentre potrebbe essere utilizzata in altri;

considerando che, poiché il Regno del Belgio, il Regno dei Paesi Bassi e il Granducato del Lussemburgo sono riuniti e rappresentati dall'unione economica Benelux, tutte le operazioni relative alla gestione delle quote attribuite a detta unione economica possono essere effettuate da uno dei suoi membri,

**HIA ADOTTATO IL PRESENTE REGOLAMENTO:**

#### Articolo 1

Dal 1° gennaio al 31 dicembre 1988, il dazio doganale applicabile all'importazione dei prodotti sotto indicati è sospeso al livello e nel limite di un contingente tariffario comunitario indicato a lato:

Numero d'ordine	Codice della nomenclatura combinata	Designazione delle merci	Volume del contingente (in t)	Dazio contingente (in %)
09.0035	07.12.20-00	Cipolle dissecate, anche tagliate in pezzi o in fette oppure macinate o polverizzate, ma non altrimenti preparate	12 000	10

Nei limiti di questo contingente tariffario il Regno di Spagna e la Repubblica portoghese applicano dazi doganali calcolati in conformità delle disposizioni stabilite in materia dall'atto di adesione di tali paesi.

## Articolo 2

1. Il contingente tariffario comunitario di cui all'articolo 1 è suddiviso in due parti.
2. La prima parte, di 8.400 t, viene suddivisa fra gli Stati membri; le quote che, salvo quanto disposto dall'articolo 5, sono valide fino al 31 dicembre 1988 ammontano a:

	(in tonnellate)
Benelux	1.349
Danimarca	111
Germania	3.300
Grecia	28
Spagna	272
Francia	223
Irlanda	117
Italia	87
Portogallo	30
Regno Unito	2.883

3. La seconda parte, di 3.600 t, costituisce la riserva.

## Articolo 3

1. Se la quota iniziale di uno Stato membro, quale è fissata dall'articolo 2, paragrafo 2, ovvero la stessa diminuita della parte trasferita alla riserva, in caso di applicazione dell'articolo 5, è utilizzata in ragione del 90 % o più, lo Stato membro in questione procede immediatamente, mediante notifica alla Commissione, al prelievo di una seconda quota pari al 10 % della propria quota iniziale, eventualmente arrotondata all'unità superiore, sempreché l'entità della riserva lo permetta.

2. Se, dopo aver esaurito la quota iniziale, uno Stato membro ha utilizzato in ragione del 90 % o più anche la seconda quota, esso procede immediatamente, alle condizioni di cui al paragrafo 1, al prelievo di una terza quota pari al 5 % della propria quota iniziale, eventualmente arrotondata all'unità superiore.

3. Se, dopo aver esaurito la seconda quota, uno Stato membro ha utilizzato in ragione del 90 % o più anche la terza quota, esso procede immediatamente, alle stesse condizioni, al prelievo di una quarta quota pari alla terza.

Questo procedimento si applica fino a esaurimento della riserva.

4. In deroga ai paragrafi 1, 2 e 3, ciascuno Stato membro può procedere al prelievo di quote inferiori a quelle stabilite da detti paragrafi se vi è ragione di ritenere che esse rischierebbero di non essere esaurite ed informa la Commissione dei motivi che lo hanno indotto ad applicare il presente paragrafo.

## Articolo 4

Le quote supplementari prelevate ai sensi dell'articolo 3 sono valide fino al 31 dicembre 1988.

#### Articolo 5

Gli Stati membri trasferiscono alla riserva, al più tardi il 1° ottobre 1988, la frazione non utilizzata della loro quota iniziale che, al 15 settembre 1988, ecceda il 20% del volume iniziale. Essi possono trasferire una quantità maggiore se vi è ragione di ritenere che essa rischi di non essere utilizzata.

Gli Stati membri comunicano alla Commissione, entro e non oltre il 1° ottobre 1988, il totale delle importazioni del prodotto in questione, effettuate fino al 15 settembre 1988 incluso e imputate al contingente comunitario nonché, se del caso, la frazione della loro quota iniziale che essi trasferiscono alla riserva.

#### Articolo 6

La Commissione contabilizza gli importi delle quote aperte dagli Stati membri conformemente agli articoli 2 e 3 e, non appena ricevute le notifiche, informa ciascuno di essi in merito al grado di esaurimento della riserva.

Essa informa inoltre gli Stati membri, entro il 5 ottobre 1988, dell'entità della riserva dopo i trasferimenti effettuati ai sensi dell'articolo 5.

Essa vigila affinché il prelievo che esaurisce la riserva sia limitato al quantitativo disponibile e, a tal fine, ne precisa l'entità allo Stato membro che procede all'ultimo prelievo.

#### Articolo 7

1. Gli Stati membri adottano le opportune disposizioni affinché l'apertura delle quote supplementari da essi prelevate in applicazione dell'articolo 3 renda possibili le importazioni, senza discontinuità, alla loro parte cumulata del contingente comunitario.
2. Gli Stati membri garantiscono agli importatori del prodotto in questione il libero accesso alle quote loro assegnate.
3. Gli Stati membri procedono all'imputazione sulle loro quote delle importazioni del prodotto in questione man mano che tale prodotto è presentato in dogana accompagnato da dichiarazioni d'immissione in libera pratica.
4. Il grado di esaurimento delle quote degli Stati membri è determinato in base alle importazioni imputate alle condizioni definite al paragrafo 3.

*Articolo 8*

Su richiesta della Commissione, gli Stati membri l'informano delle importazioni effettivamente imputate sulle loro quote.

*Articolo 9*

Gli Stati membri e la Commissione collaborano strettamente affinché sia osservato il presente regolamento.

*Articolo 10*

Il presente regolamento entra in vigore il 1° gennaio 1988.

Il presente regolamento è obbligatorio in tutti i suoi elementi e direttamente applicabile in ciascuno degli Stati membri.

Fatto a Bruxelles, addì

Per il Consiglio

il Presidente

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

Cette proposition est formulée en conformité avec un engagement contractuel de la Communauté. L'impact découlant de cette concession a été pris en considération lors de la prise de décision d'adoption de ce contingent et il n'aura pas un caractère sérieux sur la compétitivité et l'emploi dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

# COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

COM(87) 553 def.

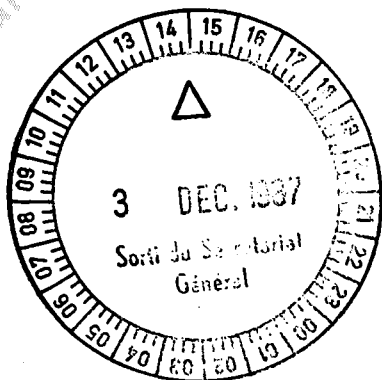
Brussel, 25 november 1987

Voorstel voor een  
VERORDENING (EEG) VAN DE RAAD

betreffende de opening, de verdeling en de wijze van beheer van een  
communautair tariefcontingent voor uien, gedroogd, gedehydrerd of  
geëvaporeerd van code nr. 07.12.20-00 van de gecombineerde  
nomenclatuur (1988)

---

(door de Commissie ingediend)



COM(87) 553 def.

TOELICHTING

1. In het kader van een met de Verenigde Staten van Amerika afgesloten akkoord, goedgekeurd bij besluit van de Raad van 30 januari 1987 (1), werden de Gemeenschappen er toe gebracht om voor de jaren 1987 tot 1990 bij invoer van herkomst uit derde landen, te voorzien in :
  - de opening van een jaarlijks communautair tariefcontingent van 12.000 ton aan 10 % voor uien, gedroogd, gedehydriseerd of geëvaporeerd, van post 07.04 van het gemeenschappelijk douanetarief of van code nr. 07.12.20-00 van de gecombineerde nomenclatuur, die op 1 januari 1988 in werking treedt.
2. Deze verordening beoogt de ingebruikstelling van dit contingent voor de periode van 1 januari tot 31 december 1988.
3. Voor deze produkten is het voorstel van de Commissie in grote mate gebaseerd op die welke gewoonlijk op het gebied van de tariefcontingenten worden ingediend, met dien verstande dat :
  - het contingent in twee gedeelten wordt onderverdeeld, waarbij het eerste gedeelte, dat betrekking heeft op vrij aanzienlijke hoeveelheden wordt verdeeld over de Lid-Staten en het tweede gedeelte een reserve vormt om eventuele extra behoeften te dekken van laatstgenoemden.
  - de toewijzing van de aanvankelijke quota aan de Lid-Staten is gebaseerd op de vroegere omvang van de invoer van herkomst uit niet-preferentiële derde landen in elke Lid-Staat, in de loop van de laatste 3 jaar waarvan er statistische gegevens beschikbaar zijn en op de vooruitzichten van deze Lid-Staten voor het contingentsjaar.

---

(1) PB nr. L 98 van 10.4.1987, blz. 1.

De invoer van de Gemeenschap van herkomst uit deze landen heeft zich in de loop van de laatste 3 jaar als volgt ontwikkeld :

Lid-Staten	1984	1985	1986
Benelux	3.266	2.712	2.565
Denemarken	283	235	182
Duitsland	6.796	7.444	6.647
Griekenland	50	67	58
Spanje	573	546	606
Frankrijk	664	312	439
Ierland	249	246	245
Italië	162	244	145
Portugal	52	70	69
Verenigd Koninkrijk	6.736	6.003	5.515
	18.831	17.879	16.471

Op basis van deze gegevens en de vooruitzichten van deze Lid-Staten wat betreft hun behoeften, kan de aanvankelijke deelneming van de Lid-Staten op de volgende percentages worden geraamd :

Lid-Staten	
Benelux	16,06
Denemarken	1,32
Duitsland	39,28
Griekenland	0,33
Spanje	3,24
Frankrijk	2,66
Ierland	1,39
Italië	1,04
Portugal	0,36
Verenigd Koninkrijk	34,32

VERORDENING (EEG)

VAN DE RAAD

betreffende de opening, de verdeling en de wijze van beheer van een communautair tariefcontingent voor uien, gedroogd, gedehydrerd of geëvaporeerd van code nr. 07-12.20-00 van de gecombineerde nomenclatuur (1988)

DE RAAD VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, inzonderheid op artikel 113,

Gezien het voorstel van de Commissie,

Overwegende dat de Gemeenschap zich, in het kader van de Overeenkomst tussen de Europese Economische Gemeenschap en de Verenigde Staten van Amerika betreffende de afsluiting van de onderhandelingen uit hoofde van artikel XXIV.6 van de GATT, goedgekeurd bij besluit van de Raad van 30 januari 1987 (1), ertoe verbonden heeft om voor de jaren 1987 tot en met 1990 een jaarlijks communautair tariefcontingent van 12 000 ton te openen tegen een recht van 10 %, voor uien, gedroogd, gedehydrerd of geëvaporeerd; dat het dus dienstig is voor het jaar 1988 het tariefcontingent in kwestie te openen;

Overwegende dat de Gemeenschap, met ingang van 1.1.1988, een gecombineerde goederennomenclatuur heeft goedgekeurd die beantwoordt aan de eisen van het gemeenschappelijk douanetarief en van de statistieken van de buitenlandse handel van de Gemeenschap en de handel tussen haar Lid-Staten; dat om terzelfder tijd de specifieke communautaire voorschriften te bestrijken genoemde nomenclatuur is uitgebreid door de vaststelling van een geïntegreerd tarief van de Europese Gemeenschappen (TARIC); dat derhalve met ingang van deze datum gebruik moet worden gemaakt van de gecombineerde nomenclatuur en eventueel van de TARIC-codenummers voor de omschrijving van de in deze verordening bedoelde goederen;

---

(1) PB nr. L 98 van 10.4.1987, blz. 1.

Overwegende dat met name dient te worden gewaarborgd dat alle importeurs in gelijke mate en te allen tijde gebruik kunnen maken van genoemd contingent en dat het aan het contingent verbonden recht op alle invoer zonder onderbreking wordt toegepast totdat dit contingent geheel is benut; dat een systeem voor de benutting van het communautaire tariefcontingent, gebaseerd op een verdeling over de Lid-Staten, in overeenstemming lijkt te zijn met het communautaire karakter van genoemd contingent met het oog op bovengenoemde beginselen; dat deze verdeling, om zo goed mogelijk de werkelijke ontwikkeling op de markt van het betrokken produkt weer te geven, moet worden toegepast naar verhouding van de behoeften, berekend enerzijds op grond van de statistische gegevens betreffende de invoer uit derde landen gedurende een representatieve referentieperiode en anderzijds op grond van de economische vooruitzichten voor het betrokken contingentsjaar;

Overwegende dat de overeenkomstige invoer van ieder van de Lid-Staten gedurende de laatste drie jaren waarover volledige statistische gegevens beschikbaar zijn, ten opzichte van de totale invoer van bedoeld produkt uit derde landen die niet genieten van een gelijkwaardige tariefpreferentie, op de hierna volgende percentages uitkomt :

Lid-Staten	1984	1985	1986
Benelux	3.266	2.712	2.565
Denemarken	283	235	182
Duitsland	6.796	7.444	6.647
Griekenland	50	67	58
Spanje	573	546	606
Frankrijk	664	312	439
Ierland	249	246	245
Italië	162	244	145
Portugal	52	70	69
Verenigd Koninkrijk	6.736	6.003	5.515
	18.831	17.879	16.471

Overwegende dat in verband met deze gegevens en de voor 1988 te verwachten ontwikkeling van de markt voor dit produkt de aanvankelijke percentages voor de verdeling van het contingent bij benadering als volgt kunnen worden vastgesteld :

Benelux	16,06
Denemarken	1,32
Duitsland	39,28
Griekenland	0,33
Spanje	3,24
Frankrijk	2,66
Ierland	1,39
Italië	1,04
Portugal	0,36
Verenigd Koninkrijk	34,32

Overwegende dat, ten einde rekening te houden met de eventuele ontwikkeling van de invoer van genoemd produkt het contingent in twee gedeelten moet worden gesplitst, waarbij het eerste gedeelte over de Lid-Staten wordt verdeeld en het tweede gedeelte een reserve vormt om de latere behoeften te dekken van de Lid-Staten die hun aanvankelijk quotum hebben uitgeput; dat ten einde de importeurs een zekere waarborg te geven, het eerste gedeelte van het communautaire tariefcontingent zou moeten worden vastgesteld op een hoog niveau, dat in het onderhavige geval 70 % van het contingent zou kunnen bedragen;

Overwegende dat de aanvankelijke quota meer of minder spoedig kunnen zijn uitgeput; dat ten einde hiermee rekening te houden en elke onderbreking te vermijden, het van belang is, dat iedere Lid-Staat die zijn aanvankelijk quotum nagenoeg geheel heeft benut, een extra quotum uit de reserve opneemt; dat deze opening door iedere Lid-Staat moet worden verricht, wanneer elk van zijn extra quota bijna geheel is benut en wel zo vaak als de reserve dat toelaat; dat de aanvankelijke en de extra quota geldig moeten zijn tot aan het einde van de contingentsperiode; dat deze wijze van beheer een nauwe samenwerking vereist tussen de Lid-Staten en de Commissie, die met name de benuttingsgraad van het contingent moet kunnen volgen en de Lid-Staten hierover moet kunnen inlichten;

Overwegende dat het, indien in een Lid-Staat op een bepaald tijdstip van de contingentsperiode een belangrijk overschot bestaat, noodzakelijk is dat dat land daarvan een aanmerkelijk percentage terugstort in de reserve, ten einde te vermijden dat een gedeelte van het communautaire contingent in een Lid-Staat onbenut blijft, terwijl andere Lid-Staten er gebruik van zouden kunnen maken;

Overwegende dat, aangezien het Koninkrijk België, het Koninkrijk der Nederlanden en het Groothertogdom Luxemburg verenigd zijn in en vertegenwoordigd worden door de Benelux Economische Unie, elke handeling met betrekking tot het beheer van de aan de genoemde Economische Unie toegewezen quota kan worden verricht door een van haar leden,

HEEFT DE VOLGENDE VERORDENING VASTGESTELD :

Artikel 1

Vanaf 1 januari tot en met 31 december 1988 wordt het recht voor de invoer van de hierna omschreven produkten geschorst tot het niveau en binnen de grenzen van een communautair tariefcontingent aangegeven bij die produkten :

Volgnr.	Code van de gecombineerde nomenclatuur	Omschrijving	Omvang van het contingent (in ton)	Contingentrecht (in %)
09.0035	07.12.20-00	Uien, gedroogd, gedehydreerd of geëvaporeerd, ook indien in stukken of in schijven gesneden, dan wel fijngemaakt of in poedervorm, doch niet op andere wijze bereid	12.000	10

Binnen de grenzen van dit tariefcontingent passen het Koninkrijk Spanje en de Portugese Republiek rechten toe die berekend worden overeenkomstig de bepalingen ter zake in de Toetredingsakte van 1985.

- : -

## Artikel 2

1. Het in artikel 1 genoemde communautaire tariefcontingent wordt in twee gedeelten gesplitst.
2. Een eerste gedeelte van 8.400 ton wordt over de Lid-Staten verdeeld; de quota die, behoudens artikel 5, gelden tot en met 31 december 1988, bedragen de volgende hoeveelheden :

(in ton)

Benelux	1.349
Denemarken	111
Duitsland	3.300
Griekenland	28
Spanje	272
Frankrijk	223
Ierland	117
Italië	87
Portugal	30
Verenigd Koninkrijk	2.883

3. Het tweede gedeelte ter grootte van 3.600 ton, vormt de reserve.

## Artikel 3

1. Indien het aanvankelijk aan een Lid-Staat toegekende quotum - zoals dit in artikel 2, lid 2, is vastgesteld - dan wel dat zelfde quotum verminderd met het bij toepassing van artikel 5 in de reserve teruggestorte gedeelte, voor 90 % of meer is benut, gaat deze Lid-Staat door middel van een kennisgeving aan de Commissie onverwijld over tot opneming, voor zover de reserve zulks toelaat, van een tweede quotum, gelijk aan 10 % van zijn aanvankelijk quotum, eventueel op de volgende eenheid naar boven afgerond.
2. Indien, na uitputting van zijn aanvankelijk quotum, ook het tweede door een Lid-Staat opgenomen quotum voor 90 % of meer is benut, gaat deze Lid-Staat onder de in lid 1 genoemde voorwaarden onverwijld over tot opneming van een derde quotum, gelijk aan 5 % van zijn aanvankelijk quotum, eventueel op de volgende eenheid naar boven afgerond.
3. Indien, na uitputting van zijn tweede quotum, ook het derde door een Lid-Staat opgenomen quotum voor 90 % of meer is benut, gaat deze Lid-Staat onder de in lid 1 genoemde voorwaarden over tot opneming van een vierde quotum, dat gelijk is aan het derde.

Deze handelwijze wordt toegepast totdat de reserve is uitgeput.

4. In afwijking van de leden 1 tot en met 3 kan elke Lid-Staat overgaan tot opneming van kleinere quota dan in die leden is bepaald, indien er redenen zijn om aan te nemen dat deze wellicht niet zullen worden uitgeput. Hij deelt aan de Commissie de redenen mede die tot toepassing van dit lid hebben geleid.

## Artikel 4

De overeenkomstig artikel 3 opgenomen extra quota gelden tot en met 31 december 1988.

## Artikel 5

De Lid-Staten storten uiterlijk op 1 oktober 1988 van het niet-benutte gedeelte van hun aanvankelijk quotum dat deel in de reserve terug dat op 15 november 1988 20 % van het aanvankelijk quotum te boven gaat. Zij kunnen een grotere hoeveelheid terugstorten, indien er redenen zijn om aan te nemen dat deze wellicht niet zal worden benut.

Elke Lid-Staat doet de Commissie uiterlijk op 1 oktober 1988 mededeling van de totale invoer van het betrokken produkt die tot en met 15 september 1988 heeft plaatsgevonden en op het communautaire contingent is afgeboekt, alsmede eventueel van het gedeelte van zijn aanvankelijk quotum, dat hij in de reserve terugstort.

## Artikel 6

De Commissie boekt de hoeveelheden van de door de Lid-Staten overeenkomstig de artikelen 2 en 3 geopende quota en brengt elke Lid-Staat, zodra de opgaven haar bereiken, op de hoogte van de uitputtingsgraad van de reserve.

Zij stelt de Lid-Staten uiterlijk op 5 oktober 1988 in kennis van de omvang van de reserve na de overeenkomstig artikel 5 verrichte terugstortingen.

Zij draagt er zorg voor dat de opnemings uit de reserve tot de nog beschikbare hoeveelheid beperkt blijft en deelt daartoe aan de Lid-Staat die deze laatste opnemings verricht, mede hoeveel dit saldo bedraagt.

## Artikel 7

1. De Lid-Staten nemen alle dienstige maatregelen opdat bij opening van de met toepassing van artikel 3 door hen opgenomen extra quota, de door hen ingevoerde hoeveelheden zonder onderbreking kunnen worden afgeboekt op hun gecumuleerd aandeel in het communautaire contingent.
2. De Lid-Staten waarborgen de importeurs van het produkt vrije toegang tot de hun toegekende quota.
3. De Lid-Staten boeken de ingevoerde hoeveelheden af op hun quota naar gelang het betrokken produkt bij de douane ten invoer in het vrije verkeer wordt aangegeven.
4. De benuttingsgraad van de quota van de Lid-Staten wordt vastgesteld op grond van de ingevoerde hoeveelheden, die onder de in lid 3 bepaalde voorwaarden worden afgeboekt.

## Artikel 8

De Lid-Staten stellen de Commissie op haar verzoek op de hoogte van de invoer die daadwerkelijk op hun quota is afgeboekt.

## Artikel 9

De Lid-Staten en de Commissie werken nauw samen om te bereiken dat deze verordening wordt nagekomen.

## Artikel 10

Deze verordening treedt in werking op 1 januari 1988.

Deze verordening is verbindend in al haar onderdelen en is rechtstreeks toepasselijk in elke Lid-Staat.

Gedaan te Brussel,

Voor de Raad

De Voorzitter

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

Cette proposition est formulée en conformité avec un engagement contractuel de la Communauté. L'impact découlant de cette concession a été pris en considération lors de la prise de décision d'adoption de ce contingent et il n'aura pas un caractère sérieux sur la compétitivité et l'emploi dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

# COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

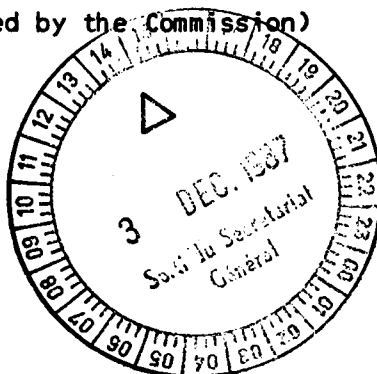
COM(87) 553 final

Brussels, 25 November 1987

Proposal for a  
COUNCIL REGULATION (EEC)  
opening, allocating and providing for the administration of a Community  
tariff quota for dried, dehydrated or evaporated onions falling  
within code 0712 20 00 of the Combined Nomenclature (1988)

---

(submitted by the Commission)



COM(87) 553 final

## EXPLANATORY MEMORANDUM

1. Under an agreement concluded with the USA and approved by Council Decision of January 31, 1987 (1) the Community has to put into effect the following measure for imports from non-member countries during the periode 1987 to 1990: the opening of an annual Community tariff quota of 12 000 tonnes at 10 % for dried, dehydrated or evaporated onions falling within subheading 07.04 A of the Common Customs Tariff or code 0712 20 00 of the Combined Nomenclature which enters into force on 1 January 1988.
2. The purpose of this proposal is to implement the tariff quota for the period 1 January to 31 December 1988.
3. The Commission's proposal for these products is based mainly on those usually put forward in the field of tariff quotas in so far as:
  - (i) the quota volume is divided into two parts, the first consisting of a fairly large quantity allocated among the Member States and the second being a reserve intended to cover any additional needs of the Member States;
  - (ii) the allocation of the initial shares to the Member States is based on the available statistics of past imports from non-preferential non-Community countries over the last three years and on the estimated needs of the Member States over the quota period.

Figures for Community imports from these countries over the last three years are as follows:

Member State:	1984	1985	1986
Benelux	3 266	2 712	2 565
Denmark	283	235	182
Germany	6 796	7 444	6 647
Greece	50	67	58
Spain	573	546	606
France	664	312	439
Ireland	249	246	245
Italy	162	244	145
Portugal	52	70	69
United Kingdom	6 736	6 003	5 515
	18 831	17 879	16 471

(1) OJ L 98, 10.4.1987, p. 1.

On the basis of this information and the estimated needs of Member States, the following initial percentages can be allocated:

Member State

---

Benelux	16.06
Denmark	1.32
Germany	39.28
Greece	0.33
Spain	3.24
France	2.66
Ireland	1.39
Italy	1.04
Portugal	0.36
United Kingdom	34.32

Historical Archives of the European Commission

Proposal for a  
COUNCIL REGULATION (EEC)

opening, allocating and providing for the administration of a Community tariff quota for dried, dehydrated or evaporated onions falling within code 0712 20 00 of the Combined Nomenclature (1988)

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community, and in particular Article 113 thereof,  
Having regard to the proposal from the Commission,

Whereas under an agreement concluded with the United States of America and approved by Council Decision of 30 January 1987(1), the Community has undertaken, for the period 1987 to 1990, to open an annual Community tariff quota of 12 000 tonnes at a duty rate of 10 % for dried, dehydrated or evaporated onions;

whereas, therefore, this tariff quota should be opened for 1988;

Whereas the Community has adopted, with effect from 1 January 1988, a Combined Nomenclature for goods which meets the requirements of the Common Customs Tariff and the Nomenclature of Goods for the External Trade Statistics of the Community and Statistics of Trade between Member States; whereas in order to accommodate specific Community measures, this Nomenclature has been expanded into an integrated tariff of the European Communities (TARIC); whereas, with effect from the date given above, the Combined Nomenclature and, where appropriate, the TARIC code numbers, should be used for the description of the products covered by this Regulation;

Whereas equal and continuous access to the quota should be ensured for all Community importers and the rate laid down for the tariff quota should be applied consistently to all imports until the quota is used up; whereas, in the light of these principles, allocation of the tariff quota among the Member States would seem to preserve the Community nature of the quota; whereas, in order to correspond to the actual development of the market, the allocation should reflect the requirements of the Member States based on statistics of imports from third countries during a representative reference period and the economic outlook for the quota year in question;

Whereas, during the last three years for which complete statistics are available, the corresponding imports into each of the Member States represented the following percentages of total imports of the product in question from third countries which do not benefit from preferential tariff measure:

(1) OJ No L 98, 10.4.1987, p. 1.

Member States	1984	1985	1986
Benelux	3 266	2 702	2 565
Denmark	283	235	182
Germany	6 796	7 444	6 647
Greece	50	67	58
Spain	573	546	606
France	664	312	439
Ireland	249	246	245
Italy	162	244	145
Portugal	52	70	69
United Kingdom	6 736	6 003	5 515
	18 831	17 879	16 471

Whereas, in view of these factors and of market forecasts for this product for 1988 the initial percentage shares of the quota volume can be expressed approximately as follows:

Benelux	16.06
Denmark	1.32
Germany	39.28
Greece	0.33
Spain	3.24
France	2.66
Ireland	1.39
Italy	1.04
Portugal	0.36
United Kingdom	34.32

Whereas, to allow for import trends for the products concerned, the quota volume should be divided into two parts the first being allocated among the Member States and the second held as a reserve to cover any subsequent requirements of Member States which have used up their initial share; whereas, to afford importers some degree of certainty, the first part of the tariff quota should be set at a high level, which in this case could be 70% of the quota volume;

Whereas initial shares may be used up at different rates; whereas, in order to avoid any break in the continuity of supplies on this account, it should be provided that any Member State which has almost used up its initial share should draw an additional share from the reserve; whereas each time its additional share is almost used up a Member State should draw a further share and so on as many times as the reserve allows; whereas the initial and additional shares must be valid until the end of the quota period; whereas this form of administration requires close cooperation between the Member States and the Commission and the latter must be able to monitor the extent to which the quota has been used up and inform the Member States accordingly; the volume has

Whereas if at a given date in the quota period a considerable quantity of a Member State's initial share remains unused, it is essential that the Member State concerned a significant proportion thereof to the reserve, in order to prevent part of the Community tariff quota from remaining unused in one Member State while it could be used in others;

Whereas, since the Kingdom of Belgium, the Kingdom of the Netherlands and the Grand Duchy of Luxembourg are united within and jointly represented by the Benelux Economic Union, any measure concerning the administration of the shares allocated to that economic union may be carried out by any one of its members, <sup>\*\*</sup>quota

HAS ADOPTED THIS REGULATION:

*Article 1*

From 1 January to 31 December 1988, the customs duty applicable to imports of <sup>\*\*</sup> the following products shall be suspended at the level and within the limits of a community <sup>\*\*</sup> indicated tariff quota as shown herewith:

Order No	Combined nomenclature code	Description	Amount of tariff quota (tonnes)	Rate of duty (%)
09.0035	0712 20 00	Dried, dehydrated or evaporated onions, whole, cut, sliced, broken or in powder, but not further prepared	12 000	10

Within the limits of this tariff quota, Spain and Portugal shall apply customs duties calculated in accordance with the relevant provisions laid down by the <sup>\*</sup>Act of Accession <sup>\*</sup>1985

*Article 2*

- The tariff quota referred to in Article 1 shall be divided into two parts.
- The first part of 8 400 tonnes shall be allocated among the Member States; the quota shares <sup>/shall,</sup> <sup>\*</sup>31 Article 5, be valid until <sup>\*</sup>December 1988 and shall be <sup>\*</sup> as follows:

	(tonnes)
Benelux	1 349
Denmark	111
Germany	3 300
Greece	28
Spain	272
France	223
Ireland	117
Italy	87
Portugal	30
United Kingdom	2 883

3. The second part of the quota, amounting to 3 600 tonnes, shall constitute the reserve.

### Article 3

1. If a Member State has used 90 % or more of its initial share as \*\* in Article 2 (2), or of that share less any \*\* specified portion returned to the reserve pursuant to Article 5, it shall forthwith, by notifying the Commission and to the extent that the reserve so permits, draw a second share equal to 10 % of its initial share, rounded up \*\*necessary \*\*where to the next whole number.

2. If after its initial share has been used up, a Member State has used 90 % or more of the second share as well, that Member State shall forthwith, using the procedure provided for in paragraph 1, draw a third share equal to 5 % of its initial share, rounded up \*\* necessary to the next \*\*where whole number.

3. If after its second share has been used up, a Member State has used 90 % or more of its third share, it shall, using the procedure provided for in paragraph 1, draw a fourth share equal to the third.

This process shall apply until the reserve is used up.

4. By way of derogation from paragraph 1, 2 and 3, Member States may draw shares lower than those specified in those paragraphs if there are grounds for believing that they may not be used in full. Member States shall inform the Commission of their reasons for applying this paragraph.

### Article 4

Additional shares drawn pursuant to Article 3 shall be valid until 31 December 1982.

*Article 5*

Member States shall, not later than 1 November 1988, return to the reserve the unused portion of their initial share which, on 15 September \*\* is in excess of 20 % of the initial volume. They may return a greater portion if there are grounds for believing that it may not be used in full. \*\*1988,

Member States shall, not later than 1 October 1988, notify the Commission of the total quantities of the product in question imported up to and including 15 September 1988 and charged against the Community quota and of any portion of their initial shares returned to the reserve.

*Article 6*

The Commission shall keep an account of the shares opened by the Member States pursuant to Articles 2 and 3 and shall, as soon as the information reaches it, inform each State of the extent to which the reserve has been used up.

It shall, not later than 5 October 1988, inform the Member States of the amount still in reserve, following any return of shares pursuant to Article 5.

It shall ensure that the drawing which exhausts the reserve does not exceed the balance available, and to this end shall notify the amount of that balance to the Member State making the last drawing.

*Article 7*

1. The Member States shall take all appropriate measures to ensure that additional drawings of \*\* pursuant to Article 3 are \*) in such a way that imports may be charged without interruption against their accumulated shares of the Community quota. \*\*share \*)carried out
2. The Member States shall ensure that importers of the product in question have free access to the shares allocated to them.
3. The Member States shall charge imports of the product in question against their shares as and when the product is entered with the customs authorities for free circulation.
4. The extent to which a Member State has used up its share shall be determined on the basis of the imports charged in accordance with paragraph 3.

*Article 8*

At the request of the Commission, the Member States shall inform it of imports actually charged against their quota shares.

4

*Article 9*

The Member States and the Commission shall cooperate closely to ensure that this Regulation is complied with.

*Article 10*

This Regulation shall enter into force on 1 January 1988.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

*For the Council*

*The President*

---

Historical Archives of the European Commission

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

Cette proposition est formulée en conformité avec un engagement contractuel de la Communauté. L'impact découlant de cette concession a été pris en considération lors de la prise de décision d'adoption de ce contingent et il n'aura pas un caractère sérieux sur la compétitivité et l'emploi dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

# KOMMISSIONEN FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER

KOM(87) 553 endelig udg.

Bruxelles, den 25. november 1987

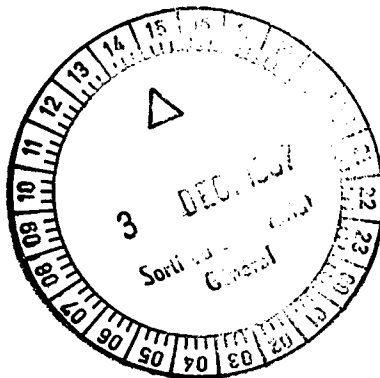
Forslag til

## RÅDETS FORORDNING (EØF)

om åbning, fordeling og forvaltning af et fællesskabstoldkontingent  
for tørrede spiseløg (bortset fra skalotteløg og hvidløg)  
henhørende under KN-Kode 0712 20 00 (1988)

---

(forelagt af Kommissionen)



KOM(87) 553 endelig udg.

## BEGRUNDELSE

1. Ifølge en aftale indgået mellem amerikans Forenede Stater og Fællesskabet, godkendt ved Rådets afgørelse af 30. januar 1987 (1), skal Fællesskabet gennemføre følgende foranstaltning for indførsler fra tredjelande i perioden 1987-1990: åbning af et årligt toldkontingent på 12.000 t til 10% for tørrede spiseløg (bortset fra skaloteløg og hvidløg) henhørende under pos. 0704 A i den fælles toldtarif eller kode 0712 20 00 i den kombinerede nomenklatur, som træder i kraft den 1. januar 1988.
2. Dette forslag tager sigte på iværksættelse af kontingentet i perioden fra den 1. januar til den 31. december 1988.
3. Kommissionens forslag vedrørende disse varer ligner i høj grad de forslag til toldkontingenter, som sædvanligvis fremlægges:
  - kontingentmængden deles i to dele, hvoraf den første, som omfatter en ret stor mængde, fordeles mellem medlemsstaterne, medens den anden del udgør en reserve, som skal dække disse medlemsstaters eventuelle yderligere behov,
  - tildelingen af de indledende kvoter til medlemsstaterne er baseret på hver enkelt medlemsstats tidligere indførsler i de seneste tre år fra ikke-præferenceberettigede tredjelande, for hvilke der foreligger statistiske oplysninger, og på medlemsstaternes forventede behov i kontingentperioden.

---

(1) EFT nr. L 98 af 10.4.1987, s. 1.

- 3 -

Fællesskabets indførsler fra disse lande har i de seneste tre år udviklet sig som følger:

Medlemsstat	1984	1985	1986
Benelux	3 226	2 712	2 565
Danmark	283	235	182
Tyskland	6 796	7 444	6 647
Grækenland	50	67	58
Spanien	573	546	606
Frankrig	664	312	439
Irland	249	246	245
Italien	162	244	145
Portugal	52	70	69
Det Forenede Kongerige	6 736	6 003	5 515

På grundlag af disse oplysninger og medlemsstaternes forventede behov kan de enkelte medlemsstaters indledende kvote anslås til følgende procentvise andele:

Medlemsstat	
Benelux	16,06
Danmark	1,32
Tyskland	39,28
Grækenland	0,33
Spanien	3,24
Frankrig	2,66
Irland	1,39
Italien	1,04
Portugal	0,36
Det Forenede Kongerige	34,32

RÅDETS FORORDNING (EØF)

om åbning, fordeling og forvaltning af et fællesskabstoldkontingent for tørrede spiseløg (bortset fra skalotteløg og hvidløg) henhørende under KN-kode 0712 20 00 (1988)

RÅDET FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER HAR -

under henvisning til Traktaten om Oprettelse af Det Europæiske Økonomiske Fællesskab, særlig artikel 113,

under henvisning til forslag fra Kommissionen, og

ud fra følgende betragtninger:

Ifølge aftalen mellem Det Europæiske Økonomiske Fællesskab og Amerikas Forenede Stater vedrørende afslutning af forhandlingerne på grundlag af artikel XXIV, paragraf 6, i Den Almindelige Overenskomst og Told og Udenrigshandel (GATT), godkendt ved Rådets afgørelse af 30. januar 1987 (1), har Fællesskabet forpligtet sig til i perioden fra 1987 til 1990 at åbne et årligt toldkontingent på 12.000 t til 10% for tørrede spiseløg (bortset fra skalotteløg og hvidløg); dette toldkontingent bør åbnes for 1988;

Fællesskabet har med virkning fra den 1.1.1988 vedtaget en kombineret vare-nomenklatur, som både imødekommer kravene i den fælles toldtarif og i statistisk varefortegnelse for Fællesskabets udenrigshandel og for samhandelen mellem dets medlemsstater; for samtidig at omfatte særlige fællesskabsbestemmelser er denne nomenklatur blevet udvidet gennem udarbejdelse af De Europæiske Fællesskabers integrerede tarif (TARIC); fra denne dato bør den kombinerede nomenklatur og i givet fald TARIC-koderne anvendes til beskrivelse af de varer, der er omfattet af denne forordning;

(1) EFT nr. L 98 af 10.4.1987, s. 1.

det bør navnlig sikres, at alle Fællesskabets importører har lige og kontinuerlig adgang til det nævnte kontingent, samt at der, indtil dette er opbrugt, anvendes den for dette kontingent fastsatte sats ved enhver indførsel af de pågældende varer i medlemsstaterne; et system for udnyttelse af fællesskabstoldkontingentet på grundlag af en fordeling mellem medlemsstaterne synes at stemme med det nævnte kontingents fællesskabskarakter med hensyn til de ovenfor fremførte principper; for bedst muligt at afspejle den faktiske udvikling på markedet for de pågældende varer skal denne fordeling foretages i forhold til medlemsstaternes behov, der beregnes dels på grundlag af de statistiske oplysninger vedrørende indførsler fra tredjelande af de pågældende varer i en repræsentativ referenceperiode, dels på grundlag af de økonomiske udsigter for den pågældende kontingentperiode;

i de seneste tre år, for hvilke der foreligger fuldstændige statistiske oplysninger, udgør de enkelte medlemsstaters indførsler i forhold til de samlede indførsler af den pågældende vare fra tredjelande, som ikke nyder godt af en tilsvarende toldpræferencebehandling, følgende procentvise andele:

Medlemsstat	1984	1985	1986
Benelux	3 226	2 712	2 565
Danmark	283	235	182
Tyskland	6 796	7 444	6 647
Grækenland	50	67	58
Spanien	573	546	606
Frankrig	664	312	439
Irland	249	246	245
Italien	162	244	145
Portugal	52	70	69
Det Forenede Kongerige	6 736	6 003	5 515

på grundlag af disse oplysninger og den forventede udvikling på markedet for disse varer i 1988 kan den procentvise andel af den indledende kvote af kontingentmængden tilnærmelsesvis fastsættes som følger:

Benelux	16,06
Danmark	1,32
Tyskland	39,28
Grækenland	0,33
Spanien	3,24
Frankrig	2,66
Irland	1,39
Italien	1,04
Portugal	0,36
Det Forenede Kongerige	34,32;

for at tage hensyn til udviklingen i indførslerne af de pågældende varer bør toldkontingentet deles i to dele, idet den første del fordeles mellem medlemsstaterne, og den anden del udgør en reserve, der senere skal dække behovet i de medlemsstater, som har opbrugt deres indledende kvote; for at yde importørerne en vis sikkerhed, bør den første del af fællesskabskontingentet fastsættes på et niveau, der i det foreliggende tilfælde kunne ligge på 70% af kontingentmængden;

medlemsstaternes indledende kvoter kan opbruges mere eller mindre hurtigt; for at tage hensyn til dette og for at undgå enhver afbrydelse er det vigtigt, at hver medlemsstat, der næsten fuldstændigt har opbrugt sin indledende kvote, trækker en tillægskvotepå reserven; hver medlemsstat skal trække på reserven, når dens tillægskvotepå næsten er fuldstændigt opbrugt, og dette så mange gange, som reserven tillader det; de indledende kvoter og tillægskvoterne skal være gyldige indtil udløbet af kontingentperioden; denne forvaltningsmetode kræver et snævert samarbejde mellem medlemsstaterne og Kommissionen, idet denne især skal kunne følge udviklingen i kontingentets udnyttelse og underrette medlemsstaterne herom;

såfremt der på en bestemt dato i kontingentperioden findes en betydelig rest af den indledende kvote i en af medlemsstaterne, skal denne medlemsstat tilbageføre en væsentlig procentdel heraf til reserven for at undgå, at en del af fællesskabskontingentet forbliver uudnyttet i en medlemsstat, medens den kunne udnyttes i andre;

da kongeriget Belgien, Kongeriget Nederlandene og Storhertugdømmet Luxembourg er forenet i og repræsenteres af den økonomiske union Benelux, kan enhver disposition vedrørende forvaltningen af de kvoter, der tildeles nævnte økonomiske union, træffes af et af dens medlemmer

UDSTEDT FØLGENDE FORORDNING:

#### Artikel 1

Fra den 1. januar til den 31. december 1988 suspenderes toldsatsen ved indførsel af nedennævnte varer til det niveau og inden for rammerne af det fællesskabstoldkontingent, som er anført nedenfor:

EV/LM

- 3 forts. -

Løbenr.	KN-kode	Varebeskrivelse	Kontingent- mængde (t)	kontingent- told (%)
09.0035	0712 20 00	Spiseløg (bortset fra skalotteløg og hvidløg), tørrede, også snittede, knuste eller pulveriserede, men ikke yderligere tilberedte	12 000	10

Inden for rammerne af dette toldkontingent anvender Kongeriget Spanien og Republikken Portugal toldsatsler, der er beregnet i henhold til de relevante forskrifter i akten vedrørende Spaniens og Portugals Tiltrædelse.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 2

1. Det i artikel 1 nævnte toldkontingent deles i to dele.
2. En første del på 8 400 t fordeles mellem medlemsstaterne; kvoterne, der med forbehold af artikel 5 gælder indtil den 31. december 1988, udgør følgende mængder, udtrykt i tons:

Benelux	1 349
Danmark	111
Tyskland	3 300
Grækenland	28
Spanien	272
Frankrig	223
Irland	117
Italien	87
Portugal	30
Det Forenede Kongerige	2 883

3. Den anden del af kontingentet, som omfatter en mængde på 3 600 t, udgør reserven.

Artikel 3

1. Såfremt en medlemsstats indledende kvote, således som denne er fastsat i artikel 2, stk.2, eller samme kvote nedsat med den del, der er tilbageført til reserven såfremt artikel 5 har fundet anvendelse er udnyttet med 90% eller derover, trækker denne medlemsstat ved meddelelse til Kommissionen, i det omfang reservemængden tillader det, en anden kvote på 10% af den indledende kvote, eventuelt afrundet opad.

2. Såfremt den anden kvote, der trækkes af en medlemsstat, efter at dens indledende kvote er opbrugt, er udnyttet med 90% eller derover, trækker denne medlemsstat på de i stk. 1 fastsatte betingelser, og i det omfang reservemængden tillader det, en tredje kvote på 5% af sin indledende kvote, eventuelt afrundet opad.
  
3. Såfremt den tredje kvote, der trækkes af en medlemsstat, efter at den anden kvote er opbrugt, er udnyttet med 90% eller derover, trækker denne medlemsstat på de i stk. 1 fastsatte betingelser en fjerde kvote, der er lig med den tredje.

Denne fremgangsmåde anvendes, indtil reserven er opbrugt.

4. Uanset stk. 1, 2 og 3 kan medlemsstaterne trække mindre kvoter end dem, der er fastsat i disse stykker, såfremt der er grund til at antage, at disse ikke vil blive opbrugt. De underretter Kommissionen om de grunde, der har foranlediget dem til at anvende dette stykke.

#### Artikel 4

De tillægskvoter, der trækkes i medfør af artikel 3, gælder indtil den 31. december 1988.

#### Artikel 5

Medlemsstaterne tilbagefører senest den 1. oktober 1988 til reserven den ikke udnyttede del af deres indledende kvote, som den 15. september 1988 overstiger 20% af den oprindelige mængde. De kan tilbageføre en større mængde, såfremt der er grund til at antage, at denne ikke vil blive udnyttet.

Medlemsstaterne underretter senest den 1. oktober 1988 Kommissionen om de samlede indførsler af de pågældende varer, som har fundet sted indtil den 15. september 1988, og som er afskrevet på fællesskabskontingenterne samt eventuelt om den del af deres indledende kvote, som de tilbagefører til reserven.

#### Artikel 6

Kommissionen fører regnskab over størrelsen af de kvoter, der åbnes af medlemsstaterne i henhold til artikel 2 og 3, og underretter hver enkelt af disse om udviklingen i udnyttelsen af reserven, så snart den har modtaget meddelelserne.

Den underretter senest den 5. oktober 1988 medlemsstaterne om reservens størrelse efter de tilbageførsler, der er foretaget i henhold til artikel 5.

Den drager omsorg for, at det træk, ved hvilket reserven opbruges, begrænses til den disponible rest og angiver med henblik herpå dennes nøjagtige størrelse til den medlemsstat, der foretager dette sidste træk.

- 5 forts. -

#### Artikel 7

1. Medlemsstaterne træffer de nødvendige foranstaltninger til, at åbningen af de tillægskvoter, som bliver trukket i henhold til artikel 3, uden afbrydelse kan afskrives på deres samlede andel af fællesskabskontingentet.
2. Medlemsstaterne sikrer importørerne af den pågældende vare fri adgang til de kvoter, som tildeles dem.
3. Medlemsstaterne afskriver de indførte mængder af den pågældende vare på de trukne mængder, efterhånden som varerne frembydes for toldvæsenet med angivelse til fri omsætning.
4. Udviklingen i udnyttelsen af medlemsstaternes kvoter konstateres på grundlag af de indførsler, der afskrives på de i stk. 3 opstillede betingelser.

#### Artikel 8

På anmodning fra Kommissionen underretter medlemsstaterne denne om de indførsler af den pågældende vare, som faktisk er afskrevet på deres kvoter.

#### Artikel 9

- Medlemsstaterne og Kommissionen arbejder snævert sammen for at sikre, denne forordning overholdes.

#### Artikel 10

Denne forordning træder i kraft den 1. januar 1988.

- 5 forts. -

Denne forordning er bindende i alle enkeltheder og gælder umiddelbart i hver medlemsstat.

Udfærdiget i Bruxelles, den

På Rådets vegne

Formand

Historical Archives of the European Commission

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

Cette proposition est formulée en conformité avec un engagement contractuel de la Communauté. L'impact découlant de cette concession a été pris en considération lors de la prise de décision d'adoption de ce contingent et il n'aura pas un caractère sérieux sur la compétitivité et l'emploi dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

# ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ

COM (87) 553 , τελικό

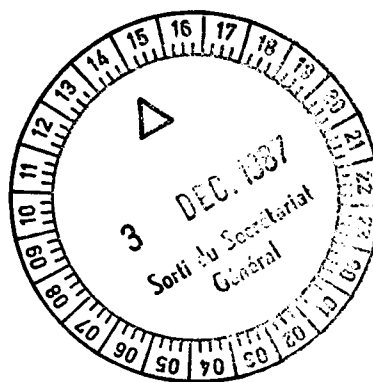
Βρυξέλλες, 25 Νοεμβρίου 1987

## ΠΡΟΤΑΣΗ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΥ (ΕΟΚ) ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

για το άνοιγμα , την κατανομή και τον τρόπο διαχείρισης κοινοτικής δασμολογικής ποσόστωσης για κρεμμύδια , αποξηραμένα, αφυδατωμένα ή που έχουν υποστεί εξάτμιση, του κωδικού 07.12.20.00 της Συνδυασμένης Ονοματολογίας (1988).

---

(υποβληθείσα από την Επιτροπή)



COM (87) 553 τελικό

ΑΙΤΙΟΛΟΓΙΚΗ ΕΚΘΕΣΗ

1. Στο πλαίσιο συμφωνίας που συνήφθη με τις Ηνωμένες Πολιτείες της Αμερικής, και εγκρίθηκε με την απόφαση του Συμβουλίου της 30ής Ιανουαρίου 1987 (1), η Κοινότητα αναγκάζεται για τα έτη 1987 μέχρι 1990 να θεσπίσει κατά τις εισαγωγές από τρίτες χώρες:

- το άνοιγμα ετήσιας κοινοτικής δασμολογικής ποσότωσης 12.000 τόνων με δασμό 10% για τα αποξηραμένα, αφυδατωμένα ή που έχουν υποστεί εξάτμιση κρεμμύδια της διάκρισης 07.04 Α του κοινού δασμολογίου ή του κωδικού 07.12.20-00 της Συνδυασμένης Ονοματολογίας που αρχίζει να ισχύει την 1η Ιανουαρίου 1988.

2. Η παρούσα πρόταση αποσκοπεί στην εφαρμογή αυτής της ποσότωσης για την περίοδο από 1ης Ιανουαρίου μέχρι 31ης Δεκεμβρίου 1988.

3. Για τα προϊόντα αυτά οι προτάσεις της Επιτροπής βασίζονται σε μεγάλο βαθμό σ' εκείνες που παρουσιάζονται συνήθως στον τομέα των δασμολογικών ποσοτώσεων, με την έννοια ότι:

- η ποσότητα της ποσότωσης υποδιαιρείται σε δύο τμήματα, από τα οποία το πρώτο, που αφορά σχετικά σημαντική ποσότητα κατανέμεται μεταξύ των κρατών μελών, και το δεύτερο αποτελεί απόθεμα που προορίζεται να καλύψει τις ενδεχόμενες συμπληρωματικές ανάγκες αυτών των κρατών,

- η κατανομή των αρχικών μεριδίων στα κράτη μέλη στηρίζεται στα διαθέσιμα στατιστικά στοιχεία εισαγωγών καθενός από αυτά που προήλθαν από τρίτες χώρες, ως προς τις οποίες δεν εφαρμόζεται προτιμωσιακό καθεστώς τα 3 τελευταία χρόνια, και στις προβλεπόμενες ανάγκες των κρατών μελών για την περίοδο της ποσότωσης.

Οι εισαγωγές της Κοινότητας που προέρχονται από αυτές τις χώρες έχουν εξελιχθεί με τον ακόλουθο τρόπο κατά τα τρία τελευταία χρόνια:

Κράτη μέλη	1984	1985	1986
Μπενελούξ	3266	2712	2565
Δανία	283	235	182
Γερμανία	6796	7444	6647
Ισπανία	573	546	606
Ελλάς	50	67	58
Γαλλία	664	312	439
Ιρλανδία	249	246	245
Ιταλία	162	244	145
Πορτογαλία	52	70	69
Ην. Βασίλειο	6736	6003	5515
	18831	17879	16471

(1) ΕΕ L 98 της 10.4.1987, σελ. 1.

Βάσει αυτών των στοιχείων και των προβλεπομένων αναγκών αυτών των κρατών μελών, είναι δυνατό να υπολογιστούν τα κατωτέρω ποσοστά για την αρχική συμμετοχή των κρατών μελών στην ποσόστωση αυτή:

-----  
Κράτη μέλη  
-----

Μπενελούξ	16,06
Δανία	1,32
Γερμανία	39,28
Ελλάδα	0,33
Ισπανία	3,24
Γαλλία	2,66
Ιρλανδία	1,39
Ιταλία	1,04
Πορτογαλία	0,36
Ηνωμένο Βασίλειο	34,32

Historical Archives of the European Commission

για το άνοιγμα, την κατανομή και τον τρόπο διαχείρισης κοινοτικής δασμολογικής ποσόστωσης για κρεμμύδια αποξηραμένα, αφυδατωμένα ή που έχουν υποστεί εξάτμιση, του κωδικού 07.12.20.-00 της Συνδυασμένης Ονοματολογίας (1988).

#### ΤΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ

Έχοντας υπόψη:

τη συνθήκη για την ίδρυση της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας, και ιδίως το άρθρο 113,

την πρόταση της Επιτροπής,

Εκτιμώντας:

ότι, στο πλαίσιο της συμφωνίας μεταξύ της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας και των Ηνωμένων Πολιτειών της Αμερικής σχετικά με την ολοκλήρωση των διαπραγματεύσεων στα πλαίσια του άρθρου XXIV.6 της GATT, η οποία εγκρίθηκε με την απόφαση του Συμβουλίου της 30ής Ιανουαρίου 1987 (1), η Κοινότητα έχει αναλάβει την υποχρέωση, για τα έτη 1987 μέχρι 1990, να ανοίξει ετήσια κοινοτική δασμολογική ποσόστωση 12.000 τόνων, με δασμό 10% για κρεμμύδια, αποξηραμένα, αφυδατωμένα ή που έχουν υποστεί εξάτμιση. ότι πρέπει, λοιπόν, να ανοιχθεί για το 1988 η εν λόγω δασμολογική ποσόστωση.

ότι η Κοινότητα υιοθέτησε με ισχύ από 1.1.1988, την Συνδυασμένη Ονοματολογία των εμπορευμάτων που ανταποκρίνεται τόσο στις απαιτήσεις του Κοινού Δασμολογίου όσο και της στατιστικής του εξωτερικού εμπορίου της Κοινότητας και του εμπορίου μεταξύ των κρατών μελών της· ότι για την ταυτόχρονη κάλυψη των ειδικών κοινοτικών ρυθμίσεων, η εν λόγω ονοματολογία έχει διευρυνθεί με την καθιέρωση του ολοκληρωμένου δασμολογίου των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων (TARIC)· ότι από την ημερομηνία αυτή πρέπει να χρησιμοποιείται η Συνδυασμένη Ονοματολογία και ενδεχομένως οι κωδικοί TARIC για την περιγραφή των προϊόντων που περιέχονται στον παρόντα κανονισμό.

ότι πρέπει να διασφαλισθεί, ιδίως, η ίση και συνεχής πρόσβαση όλων των εισαγωγέων της Κοινότητας στην ποσόστωση αυτή και η χωρίς διακοπή εφαρμογή των ποσοστών των προβλεπομένων από αυτή για όλες τις εισαγωγές των εν λόγω προϊόντων στα κράτη μέλη, μέχρις εξαντλήσεως της ποσόστωσης. Ότι ένα σύστημα χρησιμοποίησης της κοινοτικής δασμολογικής ποσόστωσης, βασιζόμενο σε μια κατανομή μεταξύ των κρατών μελών, φαίνεται πως ανταποκρίνεται στον κοινοτικό χαρακτήρα αυτής της ποσόστωσης, σύμφωνα με τις πάνω ορισθείσες αρχές. ότι, αυτή η κατανομή, για να αντανακλά κατά τον καλύτερο δυνατό τρόπο την πραγματική εξέλιξη της αγοράς των εν λόγω προϊόντων, πρέπει να γίνεται ανάλογα με τις ανάγκες των κρατών μελών, υπολογιζόμενες με βάση, αφενός, τα στατιστικά στοιχεία για τις εισαγωγές προέλευσης τρίτων

(1) ΕΕ L 98 της 10.4.1987, σελ. 1

χωρών κατά τη διάρκεια μιας αντιπροσωπευτικής περιόδου αναφοράς και, αφετέρου, τις οικονομικές προοπτικές για το συγκεκριμένο έτος της ποσόστωσης.

ότι, κατά τα τρία τελευταία χρόνια για τα οποία τα στατιστικά στοιχεία είναι καθ' ολοκληρίαν διαθέσιμα, οι αντίστοιχες εισαγωγές καθενός από τα κράτη μέλη αντιπροσωπεύουν σε σχέση με τις συνολικές εισαγωγές του εν λόγω προϊόντος, που προέρχονται από τρίτες χώρες που δεν απολαύουν αντίστοιχης δασμολογικής προτίμησης, τα ακόλουθα ποσοστά:

Κράτη μέλη	1984	1985	1986
Μπενελούξ	3266	2712	2565
Δανία	283	235	182
Γερμανία	6796	7444	6647
Ελλάδα	50	67	58
Ισπανία	573	546	606
Γαλλία	664	312	439
Ιρλανδία	249	246	245
Ιταλία	162	244	145
Πορτογαλία	52	70	69
Ηνωμένο Βασίλειο	6736	6003	5515
	18831	17879	16471

ότι, λαμβανομένων υπόψη των στοιχείων αυτών και της προβλεπόμενης εξέλιξης της αγοράς των προϊόντων αυτών κατά τη διάρκεια του έτους 1988, το ποσοστό της αρχικής συμμετοχής στην ποσότητα των ποσοστώσεων δύναται να καθορισθεί περίπου ως ακολούθως:

Μπενελούξ	16,06
Δανία	1,32
Γερμανία	39,28
Ελλάδα	0,33
Ισπανία	3,24
Γαλλία	2,66
Ιρλανδία	1,39
Ιταλία	1,04
Πορτογαλία	0,36
Ηνωμένο Βασίλειο	34,32

ότι, για να ληφθεί υπόψη η εξέλιξη των εισαγωγών των εν λόγω κρεμμυδιών στα διάφορα κράτη μέλη, πρέπει να διαιρεθεί σε δύο τμήματα το σύνολο της ποσόστωσης, του πρώτου τμήματος κατανεμομένου μεταξύ των κρατών μελών, του δεύτερου τμήματος, συγκροτούντος το απόθεμα, προοριζομένου να καλύψει τις μετέπειτα ανάγκες των κρατών μελών που εξάντλησαν το αρχικό τους μερίδιο. ότι, για να δοθεί στους εισαγωγείς κάθε κράτους μέλους μια κάποια ασφάλεια, ενδείκνυται να ορισθεί το πρώτο τμήμα της κοινοτικής ποσόστωσης σε επίπεδο που, στη συγκεκριμένη περίπτωση, θα μπορούσε να τεθεί στα 70% της ποσότητας της ποσόστωσης. ότι τα αρχικά μερίδια των κρατών μελών πιθανόν να εξαντληθούν σχετικά γρήγορα. ότι, για να ληφθεί υπόψη αυτό το γεγονός και να

αποφευχθεί κάθε διακοπή, θα πρέπει κάθε κράτος μέλος που έχει χρησιμοποιήσει σχεδόν στο σύνολό του το αρχικό του μερίδιο να προβαίνει στην ανάληψη ενός συμπληρωματικού μεριδίου από το απόθεμα. ότι αυτή η ανάληψη θα πρέπει να γίνεται από κάθε κράτος μέλος όταν καθένα από τα συμπληρωματικά μερίδιά του έχει χρησιμοποιηθεί σχεδόν στο σύνολό του και μάλιστα όσες φορές το επιτρέπει το απόθεμα. ότι τα αρχικά και συμπληρωματικά μερίδια πρέπει να ισχύουν μέχρι το τέλος της περιόδου της ποσότωσης, ότι αυτός ο τρόπος διαχείρισης απαιτεί στενή συνεργασία μεταξύ κρατών μελών και Επιτροπής, η οποία πρέπει, ιδίως, να παρακολουθεί το ρυθμό εξάντλησης της ποσότητας της ποσότωσης και να πληροφορεί σχετικά τα κράτη μέλη.

ότι, αν σε μια συγκεκριμένη ημερομηνία της περιόδου της ποσότωσης, υπάρχει σημαντικό υπόλοιπο του αρχικού μεριδίου στο ένα ή το άλλο κράτος μέλος, είναι απαραίτητο το κράτος αυτό να επιστρέφει ένα σημαντικό ποσοστό στο απόθεμα, έτσι ώστε να αποφεύγεται η περίπτωση όπου ένα μέρος της κοινοτικής ποσότωσης μένει αχρησιμοποίητο σε ένα κράτος μέλος, ενώ θα μπορούσε να χρησιμοποιηθεί σε άλλα.

ότι, επειδή το Βασίλειο του Βελγίου, το Βασίλειο των Κάτω Χωρών και το Μεγάλο Δουκάτο του Λουξεμβούργου έχουν συνενωθεί και εκπροσωπούνται από την οικονομική ένωση Μπενελούξ, κάθε ενέργεια σχετική με τη διαχείριση των μεριδίων που έχουν χορηγηθεί σ' αυτή την ένωση μπορεί να διεξάγεται από ένα των μελών της,

#### ΕΞΕΔΩΣΕ ΤΟΝ ΠΑΡΟΝΤΑ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟ

##### Άρθρο 1

Από την 1η Ιανουαρίου και μέχρι τις 31 Δεκεμβρίου 1988, ο δασμος που εφαρμόζεται κατά την εισαγωγή των παρακάτω προϊόντων αναστέλλεται στο επίπεδο και εντός των ορίων κοινοτικής δασμολογικής ποσότωσης που αναφάνεται για καθένα από αυτά:

Αύξων αριθμός	Κωδικός Συνδυασμένης Ονοματολογίας	Περιγραφή εμπορευμάτων	Ποσότητα της ποσότωσης (σε τόνους)	Ποσοστιακός δασμός (σε %)
09.0035	07.12.20-00	Κρεμμύδια αποξηραμένα, έστω και κομμένα σε τεμάχια ή σε φέτες ή και τριμμένα ή σε σκόνη, αλλά όχι αλλιώς παρασκευασμένα.	12.000	10

Μέσα στα όρια της δασμολογικής ποσότωσης, το Βασίλειο της Ισπανίας και η Πορτογαλική Δημοκρατία εφαρμόζουν τους δασμούς που υπολογίζονται σύμφωνα με τις σχετικές διατάξεις της πράξης προσχώρησης της Ισπανίας

και της Πορτογαλίας.

### Άρθρο 2

1. Η κοινοτική δασμολογική ποσόστωση που αναφέρεται στο άρθρο 1 διαιρείται σε δύο τμήματα.

2. Ένα πρώτο τμήμα 8.400 τόνων κατανέμεται μεταξύ των κρατών μελών. Τα μερίδια που, με την επιφύλαξη του άρθρου 5, ισχύουν μέχρι τις 31 Δεκεμβρίου 1988, ανέρχονται στις ακόλουθες ποσότητες σε τόνους:

Μπενελούξ	1349
Δανία	111
Γερμανία	3300
Ελλάδα	28
Ισπανία	272
Γαλλία	223
Ιρλανδία	117
Ιταλία	87
Πορτογαλία	30
Ηνωμένο Βασίλειο	2883

3. Το δεύτερο τμήμα, που καλύπτει ποσότητα 3600 τόνων, αποτελεί το απόθεμα.

### Άρθρο 3

1. Αν το αρχικό μερίδιο κράτους μέλους, όπως έχει ορισθεί στο άρθρο 2 παράγραφος 2, ή το ίδιο μερίδιο ελαττωμένο κατά το τμήμα που επεστράφη στο αντίστοιχο απόθεμα κατ' εφαρμογή του άρθρου 5, έχει χρησιμοποιηθεί μέχρι 90% ή περισσότερο, το εν λόγω κράτος μέλος προβαίνει αμελλητί, με κοινοποίηση στην Επιτροπή, στην ανάληψη, εφόσον το ύψος του αποθέματος το επιτρέπει, ενός δεύτερου μεριδίου ίσου με το 10% του αρχικού μεριδίου, στρογγυλεμένου στην επόμενη ανώτερη μονάδα.

2. Αν, μετά την εξάντληση του αρχικού μεριδίου, το δεύτερο μερίδιο που έχει αναληφθεί από ένα κράτος μέλος έχει χρησιμοποιηθεί μέχρι 90% ή περισσότερο, το εν λόγω κράτος προβαίνει, τηρουμένων των όρων της παραγράφου 1, στην ανάληψη, κατά το μέτρο που το ύψος του αποθέματος το επιτρέπει, ενός τρίτου μεριδίου ίσου με το 5% του αρχικού μεριδίου, στρογγυλεμένου στην επόμενη ανώτερη μονάδα.

3. Αν, μετά την εξάντληση του δεύτερου μεριδίου, το τρίτο μερίδιο που έχει αναληφθεί από ένα κράτος μέλος, χρησιμοποιήθηκε μέχρι 90% ή περισσότερο, το εν λόγω κράτος μέλος προβαίνει, σύμφωνα με τους όρους της παραγράφου 1, στην ανάληψη ενός τέταρτου μεριδίου ίσου με το τρίτο.

Η διαδικασία αυτή εφαρμόζεται μέχρις εξάντλησεως του αποθέματος.

4. Κατά παρέκκλιση από τις παραγράφους 1, 2 και 3, κάθε κράτος μέλος δύναται να προβεί στην ανάληψη μεριδίων κατώτερων από τα ορισθέντα στις παραγράφους αυτές, αν ευλόγως κρίνεται ότι αυτά κινδυνεύουν να μην εξαντληθούν. Πληροφορεί την Επιτροπή για τους λόγους που το ώθησαν

στην εφαρμογή της παρούσας παραγράφου

Άρθρο 4

Τα συμπληρωματικά μερίδια που έχουν αναληφθεί κατ' εφαρμογή του άρθρου 3 ισχύουν μέχρι τις 31 Δεκεμβρίου 1988.

Άρθρο 5

Τα κράτη μέλη επιστρέφουν στο απόθεμα, ο αργότερο μέχρι την 1η Οκτωβρίου 1988, το αχρησιμοποίητο τμήμα του αρχικού τους μεριδίου που, στις 15 Σεπτεμβρίου 1988 υπερβαίνει το 20% της αρχικής ποσότητας. Μπορούν να επιστρέφουν πιο σημαντική ποσότητα, αν ευλόγως εκτιμάται ότι η ποσότητα αυτή κινδυνεύει να μη χρησιμοποιηθεί.

Τα κράτη μέλη ανακοινώνουν στην Επιτροπή, το αργότερο μέχρι την 1η Οκτωβρίου 1988, το σύνολο των εισαγωγών των εν λόγω προϊόντων που πραγματοποιήθηκαν μέχρι τις 15 Σεπτεμβρίου 1988 και καταλογίστηκαν στην κοινοτική ποσόστωση, καθώς και, ενδεχομένως, το τμήμα του αρχικού τους μεριδίου που επιστρέφουν στο απόθεμα.

Άρθρο 6

Η Επιτροπή τηρεί λογαριασμό των μεριδίων που αναλαμβάνονται από τα κράτη μέλη, σύμφωνα με τα άρθρα 2 και 3, και πληροφορεί καθένα από αυτά, από τη λήψη των κοινοποιήσεων, για το ρυθμό εξάντλησης του αποθέματος.

Πληροφορεί τα κράτη μέλη, το αργότερο μέχρι τις 5 Οκτωβρίου 1988, για το ύψος του αποθέματος μετά τις επιστροφές που πραγματοποιήθηκαν κατ' εφαρμογή του άρθρου 5.

Μεριμνά ώστε η ανάληψη που εξαντλεί το απόθεμα να περιορίζεται μέχρι το διαθέσιμο υπόλοιπο και, για το σκοπό αυτό, κάνει γνωστό το ύψος του υπολοίπου αυτού στο κράτος μέλος που προβαίνει στην τελευταία αυτή ανάληψη.

Άρθρο 7

1. Τα κράτη μέλη θεσπίζουν κάθε αναγκαία διάταξη ώστε το άνοιγμα των συμπληρωματικών μεριδίων που ανέλαβαν κατ' εφαρμογή του άρθρου 3, να επιτρέπει τον χωρίς διακοπή καταλογισμό της κοινοτικής ποσόστωσης στο συνολικό τους μερίδιο.

2. Τα κράτη μέλη εγγυώνται στους εισαγωγείς των εν λόγω προϊόντων την ελεύθερη πρόσβαση στα μερίδια που τους έχουν χορηγηθεί.

3. Τα κράτη μέλη προβαίνουν στον καταλογισμό των εισαγωγών των εν λόγω προϊόντων στα μερίδιά τους, στο βαθμό που τα προϊόντα αυτά παρουσιάζονται στο τελωνείο υπό την κάλυψη διασαφήσεων θέσης σε ελεύθερη κυκλοφορία.

4. Ο βαθμός εξάντλησης των μεριδίων των κρατών μελών διαπιστώνεται με βάση τις εισαγωγές που καταλογίστηκαν, σύμφωνα με τους όρους της παραγράφου 3.

## Άρθρο 8

Τα κράτη μέλη πληροφορούν την Επιτροπή, μετά από αίτησή της, για τις εισαγωγές που καταλόγισαν πράγματι στα μερίδιά τους.

## Άρθρο 9

Τα κράτη μέλη και η Επιτροπή συνεργάζονται στενά για την τήρηση του παρόντος κανονισμού.

## Άρθρο 10

Ο παρών κανονισμός αρχίζει να ισχύει την 1η Ιανουαρίου 1988.

Ο παρών κανονισμός είναι δεσμευτικός ως προς όλα τα μέρη του και ισχύει άμεσα σε κάθε κράτος μέλος.

Βρυξέλλες

Για το Συμβούλιο  
Ο Πρόεδρος

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

Cette proposition est formulée en conformité avec un engagement contractuel de la Communauté. L'impact découlant de cette concession a été pris en considération lors de la prise de décision d'adoption de ce contingent et il n'aura pas un caractère sérieux sur la compétitivité et l'emploi dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

# COMISIÓN DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

COM(87) 553 final

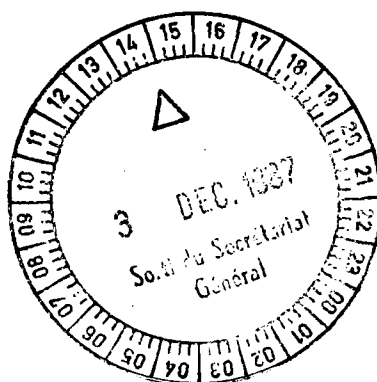
Bruselas, 25 de noviembre de 1987

Propuesta de

## REGLAMENTO (CEE) DEL CONSEJO

por el que se establece la apertura, reparto y modo de gestión de un contingente arancelario comunitario para las cebollas desecadas, deshidratadas o evaporadas, del código nº 07.12.20-00 de la nomenclatura combinada (1988)

-----  
(presentada por la Comisión)



COM(87) 553 final

## EXPOSE DES MOTIFS

1. Dans le cadre d'un accord conclu avec les Etats-Unis et approuvé par la décision du Conseil du 30 janvier 1987 (1), la Communauté a été amenée à prévoir, pour les années 1987 à 1990, à l'importation des pays tiers l'ouverture d'un contingent tarifaire communautaire annuel de 12 000 tonnes, à 10 %, pour les oignons desséchés, déshydratés ou évaporés, de la sous-position 07.04 A du tarif douanier commun, ou du code n° 07.12.20-00 de la nomenclature combinée qui entre en vigueur le 1er janvier 1988.
2. La présente proposition vise la mise en application de ce contingent pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1988.
3. Pour ces produits, la proposition de la Commission s'inspire largement de celles présentées habituellement dans le domaine des contingents tarifaires, en ce sens que :
  - le volume contingentaire est subdivisé en deux tranches, dont la première, portant sur une quantité relativement importante, est répartie entre les Etats membres, et la seconde constitue une réserve destinée à couvrir les besoins supplémentaires éventuels de ces derniers ;
  - l'attribution des quotes-parts initiales aux Etats membres est fondée sur les antériorités d'importations de chacun d'eux en provenance des pays tiers non préférentiels au cours des 3 dernières années pour lesquelles des données statistiques sont disponibles, et sur les besoins prévisibles de ces Etats membres pour la période contingentaire.

---

(1) J.O. N° L 98 du 10.4.1987, p. 1

Les importations de la Communauté en provenance de ces pays ont évolué de la façon suivante au cours des 3 années considérées :

	1984	1985	1986
Benelux	3 266	2 712	2 565
Danemark	283	235	182
Allemagne	6 796	7 444	6 647
Grèce	50	67	58
Espagne	573	546	606
France	664	312	439
Irlande	249	246	245
Italie	162	244	145
Portugal	52	70	69
Royaume-Uni	6 736	6 003	5 515
	18 831	17 879	16 471

Sur base de ces éléments et des besoins prévisibles de ces Etats membres, il est permis d'estimer aux pourcentages suivants, la participation initiale des Etats membres :

Benelux	16,06
Danemark	1,32
Allemagne	39,28
Grèce	0,33
Espagne	3,24
France	2,66
Irlande	1,39
Italie	1,04
Portugal	0,36
Royaume-Uni	34,32

Propuesta de  
REGLAMENTO (CEE) DEL CONSEJO

por el que se establece la apertura, reparto y modo de gestión de un contingente arancelario comunitario para las cebollas desecadas, deshidratadas o evaporadas del código nº 07.12.20-00 de la nomenclatura combinada (1988).

EL CONSEJO DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS,

Visto el Tratado constitutivo de la Comunidad Económica Europea y, en particular, su artículo 113,

Vista la propuesta de la Comisión,

Considerando que, en el marco del acuerdo entre la Comunidad Económica Europea y los Estados Unidos de América referente a la celebración de negociaciones con arreglo al artículo 24.6 del GATT, aprobado por la Decisión del Consejo de 30 de enero de 1987 (1), la Comunidad se comprometió a abrir un contingente arancelario comunitario anual de 12 000 toneladas para los años 1987 a 1990 con un derecho del 10%, para las cebollas desecadas, deshidratadas o evaporadas; que conviene, por lo tanto, abrir dicho contingente arancelario para el año 1988;

Considerando que en la Comunidad adoptó, con efecto a partir del 1.1.1988, una nomenclatura combinada de las mercancías que cumple los requisitos del arancel aduanero común y de las estadísticas del comercio exterior de la Comunidad y del comercio entre sus Estados miembros; que, para cubrir al mismo tiempo regulaciones comunitarias específicas, se amplió dicha nomenclatura mediante el establecimiento de un arancel integrado de las Comunidades Europeas (TARIC); que, para designar los productos contemplados en el presente Reglamento, procede utilizar la nomenclatura combinada a partir de dicha fecha y, en su caso, los números del TARIC;

-----  
(1) DO nº L 98 de 10.4.1987, p. 1.

Considerando que procede garantizar, en particular, el acceso igual y continuo de todos los importadores a dicho contingente y la aplicación, sin interrupción, del tipo previsto para dicho contingente a todas las importaciones, hasta el agotamiento del contingente; que un sistema de utilización del contingente arancelario comunitario basado en un reparto entre los Estados miembros puede respetar el carácter comunitario de dicho contingente respecto de los principios definidos anteriormente; que, dicho reparto, con el fin de reflejar de la mejor forma posible la evolución real del mercado del producto de que se trata, deberá efectuarse en proporción a las necesidades, que se calcularán, por una parte, a partir de los datos estadísticos referentes a las importaciones de dichos productos procedentes de terceros países durante un período de referencia representativo y, por otra, a partir de las perspectivas económicas para el año contingentario considerado;

Considerando que, durante los tres últimos años para los que se dispone de todos los datos estadísticos, las importaciones correspondientes de cada Estado miembros representaron, con respecto a las importaciones totales de dicho producto procedente de terceros países que no se benefician de una preferencia arancelario equivalente, los porcentajes indicados a continuación:

Estados miembros	1984	1985	1986
Benelux	3266	2712	2565
Dinamarca	283	235	182
Alemania	6796	7444	6647
Grecia	50	67	58
España	573	546	606
Francia	664	312	439
Irlanda	249	246	245
Italia	162	244	145
Portugal	52	70	69
Reino Unido	6736	6003	5515
	18831	17879	16471

6

Considerando que, teniendo en cuenta estos elementos y la evolución previsible del mercado de dichos productos durante el año 1988, puede establecerse el porcentaje de participación inicial en el volumen contingentario aproximadamente tal como sigue:

Benelux	16,06
Dinamarca	1,32
Alemania	39,28
Grecia	0,33
España	3,24
Francia	2,66
Irlanda	1,39
Italia	1,04
Portugal	0,36
Reino Unido	34,32

Considerando que, para tener en cuenta la previsible evolución de las importaciones de dichos productos, conviene dividir el volumen contingentario en dos partes, de las cuales la primera se repartirá entre los Estados miembros y la segunda constituirá una reserva destinada a cubrir posteriormente las necesidades de los Estados miembros que hayan agotado su cuota inicial; que para garantizar cierta seguridad a los importadores conviene fijar la primera parte del contingente arancelario comunitario en un nivel significativo que, en este caso, podría situarse en el 70% del volumen contingentario;

Considerando que las cuotas iniciales pueden agotarse más o menos rápidamente; que, para tener en cuenta este hecho y evitar toda discontinuidad, es importante que el Estado miembro que haya utilizado su cuota inicial casi totalmente, haga uso de una cuota complementaria de la reserva; que cada Estado miembro debe hacer uso de esta cuota cuando cada una de sus cuotas complementarias se haya utilizado casi en su totalidad, y ello tantas veces como lo permita la reserva; que las cuotas iniciales y complementarias deberán ser válidas hasta finalizar el período contingentario; que ese modo de gestión exige la estrecha colaboración entre los Estados miembros y la Comisión, quien especialmente deberá poder seguir el estado de agotamiento del volumen contingentario e informar de ello a los Estados miembros;

3

Considerando que, cuando en un Estado miembro exista un remanente significativo, en una fecha determinada del período contingentario, es necesario que ese Estado devuelva un porcentaje significativo a la reserva, con el fin de evitar que una parte del contingente comunitario quede sin utilizar en un Estado miembro cuando podría ser utilizada en los demás;

Considerando que, estando el Reino de Bélgica, el Reino de los Países Bajos y el Gran Ducado de Luxemburgo reunidos y representados por la Unión Económica del Benelux, cualquier operación referente a la gestión de las cuotas atribuidas a dicha Unión Económica podrá ser efectuada por uno de sus miembros;

HA ADOPTADO EL PRESENTE REGLAMENTO:

#### Artículo 1

Quedará suspendido, desde el 1 de enero hasta el 31 de diciembre de 1988, el derecho de aduana aplicable a la importación de los productos mencionados a continuación, en el nivel y en el límite del contingente arancelario comunitario indicado:

Nº de orden	Código de la nomenclatura combinada	Designación de la mercancía	Volumen del contingente (toneladas)	Derecho contingentario (%)
09.0035	07.12.20-00	Cebollas desecadas, incluso cortadas en trozos o rodajas o bien trituradas o pulverizadas, sin ninguna otra preparación	12000	10

En el límite de este contingente arancelario, el Reino de España y la República Portuguesa aplicarán derechos de aduana calculados con arreglo a lo dispuesto a este respecto en el Acta de adhesión de España y de Portugal.

#### Artículo 2

1. El contingente arancelario comunitario contemplado en el artículo 1 se dividirá en dos partes.

2. La primera parte, de 8400 toneladas, se repartirá entre los Estados miembros; las cuotas, sin perjuicio del artículo 5, serán válidas hasta el 31 de diciembre de 1988 y alcanzarán las siguientes cantidades:

Benelux	1349
Dinamarca	111
Alemania	3300
Grecia	28
España	272
Francia	223
Irlanda	117
Italia	87
Portugal	30
Reino Unido	2883

3. La segunda parte, es decir, 3 600 toneladas, constituirá la reserva.

### Artículo 3

1. Cuando la cuota inicial de un Estado miembro tal como queda establecida en el apartado 2 del artículo 2, o la misma cuota rebajada en la parte que fue devuelta a la reserva, si se aplicó el artículo 5, se utilizare hasta el 98% o más, este Estado miembro, mediante notificación a la Comisión y en la medida que el montante de la reserva lo permita, hará uso, sin demora, de una segunda cuota igual al 10% de su cuota inicial, redondeada en su caso a la unidad superior.

- 4
2. Si tras el agotamiento de su cuota inicial un Estado miembro utilizare la segunda cuota hasta el 98% o más, hará uso sin demora, en las condiciones indicadas en el apartado 1, de una tercera cuota igual al 5% de su cuota inicial, redondeada en su caso a la unidad superior.
  3. Si tras el agotamiento de su segunda cuota, un Estado miembro utilizare la tercera cuota hasta el 90% o más, hará uso, en las condiciones indicadas en el apartado 1, de una cuarta cuota idéntica a la tercera.

Este proceso se aplicará hasta el agotamiento de la reserva.

4. No obstante lo dispuesto en los apartados 1, 2 y 3, los Estados miembros podrán hacer uso de cuotas inferiores a las que se establecen en estos apartados, si existen razones para prever que tales cuotas podrían no quedar agotadas, e informarán a la Comisión de los motivos que les determinaron a aplicar el presente apartado.

#### Artículo 4

Las cuotas complementarias utilizadas en aplicación del artículo 3 serán válidas hasta el 31 de diciembre de 1988.

#### Artículo 5

Los Estados miembros devolverán a la reserva, a más tardar el 1 de octubre de 1988, la parte de su cuota inicial no utilizada que, en la fecha del 15 de septiembre de 1988, supere en un 20% al volumen inicial. Podrán devolver una cantidad mayor si existen razones para prever que dicha cantidad podría no ser utilizada.

Los Estados miembros comunicarán a la Comisión, a más tardar el 1 de octubre de 1988, el total de las importaciones de los productos de que se trata, efectuadas hasta el 15 de septiembre de 1988 inclusive y asignadas al contingente arancelario comunitario, así como, en su caso, la parte de su cuota inicial que devolverán a la reserva.

{ Artículo 6

La Comisión contabilizará los volúmenes de las cuotas abiertas por los Estados miembros, de conformidad con las disposiciones de los artículos 2 y 3, e informará a cada uno de ellos del estado de agotamiento de la reserva, en cuanto reciba las notificaciones.

La Comisión informará a los Estados miembros, a más tardar el 5 de octubre de 1988, del estado de la reserva, tras las devoluciones efectuadas en aplicación del artículo 5.

La Comisión procurará que el uso de la cuota que agota la reserva se limite al saldo disponible y, con tal fin, precisará el volumen al Estado miembro que proceda a este último uso de la reserva.

Artículo 7

1. Los Estados miembros adoptarán todas las medidas adecuadas para que la apertura de las cuotas complementarias que han usado en aplicación del artículo 3, haga posible la asignación continua a la parte acumulada del contingente comunitario.
2. Los Estados miembros garantizarán a los importadores del producto de que se trata el libre acceso a las cuotas que les sean atribuidas.
3. Los Estados miembros asignarán a sus cuotas las importaciones del producto de que se trata a medida que éste se presente en aduana al amparo de declaraciones de despacho a libre práctica.
4. El estado de agotamiento de las cuotas de los Estados miembros se comprobará basándose en las importaciones asignadas en las condiciones definidas en el apartado 3.

Artículo 8

A instancia de la Comisión, los Estados miembros le informarán de las importaciones realmente asignadas a sus cuotas.

Artículo 9

Los Estados miembros y la Comisión colaborarán estrechamente con el fin de garantizar el cumplimiento del presente Reglamento.

Artículo 10

El presente Reglamento entrará en vigor el 1 de enero de 1988.

El presente Reglamento será obligatorio en todos sus elementos y directamente aplicable en cada Estado miembro.

Hecho en Bruselas, el

Por el Consejo,  
El Presidente

Historical Archives of the European Commission

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

Cette proposition est formulée en conformité avec un engagement contractuel de la Communauté. L'impact découlant de cette concession a été pris en considération lors de la prise de décision d'adoption de ce contingent et il n'aura pas un caractère sérieux sur la compétitivité et l'emploi dans la Communauté.

# COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS

COM(87) 553 final

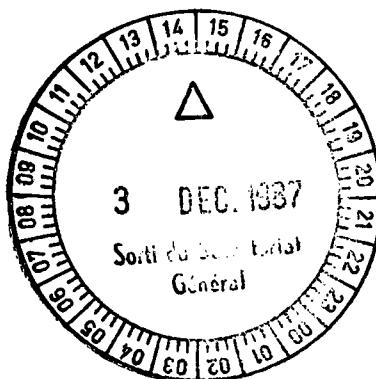
Bruxelas, 25 de Novembro de 1987

Proposta de  
REGULAMENTO (CEE) DO CONSELHO

relativo à abertura, repartição e modo de gestão de um contingente pautal  
comunitário para cebolas dessecadas, desidratadas ou evaporadas,  
do código nº 07.12.20.00 da Nomenclatura Combinada (1988)

---

(Apresentada pela Comissão)



COM(87) 553 final

2

EXPOSE DES MOTIFS

1. Dans le cadre d'un accord conclu avec les Etats-Unis et approuvé par la décision du Conseil du 30 janvier 1987 (1), la Communauté a été amenée à prévoir, pour les années 1987 à 1990, à l'importation des pays tiers l'ouverture d'un contingent tarifaire communautaire annuel de 12 000 tonnes, à 10 %, pour les oignons desséchés, déshydratés ou évaporés, de la sous-position 07.04 A du tarif douanier commun, ou du code n° 07.12.20-00 de la nomenclature combinée qui entre en vigueur le 1er janvier 1988.
2. La présente proposition vise la mise en application de ce contingent pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1988.
3. Pour ces produits, la proposition de la Commission s'inspire largement de celles présentées habituellement dans le domaine des contingents tarifaires, en ce sens que :
  - le volume contingentaire est subdivisé en deux tranches, dont la première, portant sur une quantité relativement importante, est répartie entre les Etats membres, et la seconde constitue une réserve destinée à couvrir les besoins supplémentaires éventuels de ces derniers ;
  - l'attribution des quotes-parts initiales aux Etats membres est fondée sur les antériorités d'importations de chacun d'eux en provenance des pays tiers non préférentiels au cours des 3 dernières années pour lesquelles des données statistiques sont disponibles, et sur les besoins prévisibles de ces Etats membres pour la période contingentaire.

---

(1) J.O. N° L 98 du 10.4.1987, p. 1

Les importations de la Communauté en provenance de ces pays ont évolué de la façon suivante au cours des 3 années considérées :

	1984	1985	1986
Benelux	3 266	2 712	2 565
Danemark	283	235	182
Allemagne	6 796	7 444	6 647
Grèce	50	67	58
Espagne	573	546	606
France	664	312	439
Irlande	249	246	245
Italie	162	244	145
Portugal	52	70	69
Royaume-Uni	6 736	6 003	5 515
	18 831	17 879	16 471

Sur base de ces éléments et des besoins prévisibles de ces Etats membres, il est permis d'estimer aux pourcentages suivants, la participation initiale des Etats membres :

Benelux	16,06
Danemark	1,32
Allemagne	39,28
Grèce	0,33
Espagne	3,24
France	2,66
Irlande	1,39
Italie	1,04
Portugal	0,36
Royaume-Uni	34,32

Proposta de  
REGULAMENTO (CEE) DO CONSELHO

relativo à abertura, repartição e modo de gestão de um contingente pautal comunitário para cebolas dessecadas, desidratadas ou evaporadas, do código nº 07.12.20.00 da Nomenclatura Combinada (1988)

O CONSELHO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS,

Tendo em conta o Tratado que institui a Comunidade Económica Europeia e, nomeadamente, o seu artigo 113º,

Tendo em conta a proposta da Comissão,

Considerando que, no âmbito do acordo entre a Comunidade Económica Europeia e os Estados Unidos da América relativo à conclusão das negociações nos termos do artigo XXIV.6 do Acordo Geral sobre Pautas Aduaneiras e Comércio (GATT), e aprovado pela Decisão do Conselho de 30 de Janeiro de 1987 (1), a Comunidade se comprometeu, para os anos de 1987 a 1990, a abrir um contingente pautal comunitário anual de 12 000 toneladas, com um direito de 10%, para as cebolas dessecadas, desidratadas ou evaporadas; que convém, portanto, abrir, para o ano de 1988, o contingente pautal em questão;

Considerando que a Comunidade adoptou, com efeitos a partir de 1.1. 1988, uma Nomenclatura Combinada das mercadorias que satisfaz, simultaneamente, as exigências da pauta aduaneira comum e das estatísticas do comércio externo da Comunidade e do comércio entre os seus Estados-membros; que, para incluir ao mesmo tempo regulamentações comunitárias específicas, a referida Nomenclatura foi alargada pelo estabelecimento de uma Pauta Integrada das Comunidades Europeias (TARIC); que, a partir dessa data, deve ser utilizada a Nomenclatura Combinada bem como, se for caso disso, os números de código TARIC para a designação dos produtos referidos no presente regulamento;

---

(1) JO nº L 98 de 10.4.1987, p.1.

Considerando que se deve garantir, nomeadamente, o acesso igual e contínuo de todos os importadores a esse contingente e a aplicação, sem interrupção, da taxa prevista para esse contingente a todas as importações do produto em questão até ao esgotamento do contingente; que um sistema de utilização do contingente pautal comunitário, baseado na repartição entre os Estados-membros, parece susceptível de respeitar a natureza comunitária do referido contingente; que esta repartição deve, para representar o melhor possível a evolução real do mercado do produto em questão, ser efectuada proporcionalmente às necessidades, calculadas, por um lado, com base nos dados estatísticos relativo às importações desse produto de países terceiros no decurso de um período de referência representativo e, por outro lado, com base nas perspectivas económicas para o período de contingentamento considerado;

Considerando que, durante os três últimos anos em relação aos quais há dados estatísticos inteiramente disponíveis, as importações correspondentes de cada um dos Estados-membros representam, relativamente às importações totais do produto em questão, provenientes de países terceiros que não beneficiam de uma preferência pautal equivalente, as seguintes percentagens:

Estados-membros	1984	1985	1986
Benelux	3 266	2 712	2 565
Dinamarca	283	235	182
Alemanha	6 796	7 444	6 647
Grécia	50	67	58
Espanha	573	546	606
França	664	312	439
Irlanda	249	246	245
Itália	162	244	145
Portugal	52	70	69
Reino Unido	6 736	6 003	5 515
	18 831	17 879	16 471

Considerando que, tendo em conta esses elementos e a evolução previsível do mercado desses produtos durante o ano de 1988, a percentagem de participação inicial no volume do contingente pode ser expressa aproximadamente como segue:

Benelux	16,06
Dinamarca	1,32
Alemanha	39,28
Grécia	0,33
Espanha	3,24
França	2,66
Irlanda	1,39
Itália	1,04
Portugal	0,36
Reino Unido	34,32

Considerando que, para ter em conta a evolução eventual das importações do referido produto, convém dividir em duas parcelas o volume do contingente, sendo a primeira parcela repartida entre os Estados-membros e constituindo a segunda parcela uma reserva destinada a cobrir posteriormente as necessidades dos Estados-membros que esgotaram a sua quota-parte inicial; que, para garantir aos importadores uma certa segurança, é indicado fixar a primeira parcela do contingente comunitário a um nível importante que, neste caso, se poderia situar em 70% do volume do contingente;

Considerando que as quotas-partes iniciais podem ser esgotadas mais ou menos rapidamente; que, para ter em conta este facto e evitar qualquer descontinuidade, importa que qualquer Estado-membro que tenha utilizado quase totalmente a sua quota-parte inicial proceda ao saque de uma quota-parte complementar sobre a reserva; que esse saque deve ser efectuado por cada Estado-membro quando cada uma das quotas-partes complementares estiver quase totalmente utilizada e tantas vezes quanto o permita a reserva; que as quotas-partes iniciais e complementares devem ser válidas até ao fim do período de contingentamento; que este modo de gestão requer uma colaboração estreita entre os Estados-membros e a Comissão, a qual deve, nomeadamente, poder acompanhar a situação de esgotamento do volume do contingente e informar desse facto os Estados-membros;

Considerando que, se em data determinada do período de contingentamento existir um saldo importante em qualquer Estado-membro, é indispensável que esse Estado transfira uma percentagem apreciável para a reserva, a fim de evitar que uma parte do contingente pautal comunitário permaneça inutilizada num Estado-membro, quando poderia ser utilizada noutros;

Considerando que, pelo facto de o Reino da Bélgica, o Reino dos Países-Baixos e o Grão-Ducado do Luxemburgo estarem reunidos e representados pela União Económica do Benelux, qualquer operação relativa à gestão das quotas-partes atribuídas à referida união económica pode ser efectuada por um dos seus membros,

ADOPTOU O PRESENTE REGULAMENTO:

Artigo 1º

De 1 de Janeiro a 31 de Dezembro de 1988, o direito aduaneiro aplicável na importação dos produtos a seguir designados é suspenso ao nível e no limite de um contingente pautal comunitário indicados:

Nº de ordem	Código da Nomenclatura Combinada	Designação das mercadorias	Volume do contingente (em toneladas)	Direito do contingente (em %)
09.0035	07.04	Cebolas dessecadas, mesmo cortadas em pedaços ou fatias, ou ainda esmagadas ou pulverizadas, mas sem qualquer outro preparo	12 000	10

No limite desse contingente pautal, a Espanha e Portugal aplicarão os direitos aduaneiros calculados em conformidade com as disposições fixadas na matéria no Acto de Adesão de Espanha e de Portugal.

## Artigo 2º

1. O contingente pautal referido no artigo 1º é dividido em duas parcelas.
2. Uma primeira parcela 8 400 toneladas é repartida entre os Estados-membros; as quotas-partes que, sem prejuízo do artigo 5º, são válidas até 31 de Dezembro de 1988, elevam-se às quantidades a seguir indicadas:

	(em toneladas)
Benelux	1 349
Dinamarca	111
Alemanha	3 300
Grécia	28
Espanha	272
França	223
Irlanda	117
Itália	87
Portugal	30
Reino Unido	2 883

3. A segunda parcela, de 3 600 toneladas, constitui a reserva.

## Artigo 3º

1. Se a quota-parte inicial de um Estado-membro, tal como fixada no nº 2 do artigo 2º - ou a mesma quota-parte deduzida da fracção transferida para a reserva em caso de aplicação do artigo 5º - for utilizada em 90% ou mais, esse Estado-membro procede sem demora, por via de notificação à Comissão, ao saque, na medida em que o montante da reserva o permita, de uma segunda quota-parte igual a 10% da sua quota-parte inicial, arredondada eventualmente para a unidade superior.

2. Se, após esgotamento da quota-parte inicial, a segunda quota-parte sacada por um Estado-membro for utilizada em 90% ou mais, esse Estado-membro procede, nas condições previstas no nº 1, ao saque de uma terceira quota-parte igual a 5% da sua quota-parte inicial, arredondada eventualmente para a unidade superior.

3. Se, após esgotamento da segunda quota-parte, a terceira quota-parte sacada por um Estado-membro for utilizada em 90% ou mais, esse Estado-membro procede, nas condições previstas no nº 1, ao saque de uma quarta quota-parte igual à terceira.

Este procedimento aplica-se até ao esgotamento da reserva.

4. Em derrogação dos nºs 1, 2 e 3, cada Estado-membro pode proceder ao saque de quotas-partes inferiores às fixadas por esses números se existirem razões para considerar que estas não serão esgotadas. Os Estados-membros informam a Comissão dos motivos que os levaram a aplicar o disposto no presente número.

## Artigo 4º

As quotas-partes complementares sacadas em aplicação do artigo 3º são válidas até 31 de Dezembro de 1988.

#### Artigo 5º

Os Estados-membros transferem para a reserva, o mais tardar em 1 de Outubro de 1988, a fracção não utilizada da sua quota-parte inicial que, em 15 de Setembro de 1988, exceda 20% do volume inicial. Os Estados-membros podem transferir uma quantidade mais importante, se existirem razões para considerar que esta não será utilizada.

Os Estados-membros comunicam à Comissão, o mais tardar em 1 de Outubro de 1988, o total das importações dos produtos em questão efectuadas até 15 de Setembro de 1988, inclusive, e imputadas no contingente comunitário, bem como, eventualmente, a fracção da sua quota-parte que transferem para a reserva.

#### Artigo 6º

A Comissão registará os montantes das quotas-partes abertas pelos Estados-membros em conformidade com os artigos 2º e 3º e informará cada um deles, logo que receba as notificações, da situação de esgotamento da reserva.

A Comissão informará os Estados-membros, o mais tardar em 5 de Outubro de 1988, sobre o volume da reserva após as transferências efectuadas nos termos do artigo 5º.

A Comissão velará por que o saque que esgota a reserva se limite ao saldo disponível e, para este efeito, informará com precisão do seu montante o Estado-membro que proceda a este último saque.

#### Artigo 7º

1. Os Estados-membros tomarão todas as disposições necessárias para que a abertura das quotas-partes complementares que sacaram em aplicação do artigo 5º torne possível as imputações, sem descontinuidade, nas suas partes acumuladas do contingente comunitário.

2. Os Estados-membros garantem aos importadores do produto em questão o livre acesso às quotas-partes que lhes são atribuídas.

3. Os Estados-membros procedem à imputação das importações do produto em questão nas suas quotas-partes à medida que esse produto for apresentado na alfândega a coberto de declarações de introdução em livre prática.

4. A situação de esgotamento das quotas-partes dos Estados-membros é verificada com base nas importações imputadas nas condições definidas no nº 3.

#### Artigo 8º

A pedido da Comissão, os Estados-membros informá-la-ão sobre as importações dos produtos em questão efectivamente imputadas nas suas quotas-partes.

#### Artigo 9º

Os Estados-membros e a Comissão colaborarão estreitamente para assegurar a observância do presente regulamento.

#### Artigo 10º

O presente regulamento entra em vigor em 1 de Janeiro de 1988.

O presente regulamento é obrigatório em todos os seus elementos e directamente aplicável em todos os Estados-membros.

Feito em Bruxelas,

Pelo Conselho  
O Presidente

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

Cette proposition est formulée en conformité avec un engagement contractuel de la Communauté. L'impact découlant de cette concession a été pris en considération lors de la prise de décision d'adoption de ce contingent et il n'aura pas un caractère sérieux sur la compétitivité et l'emploi dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission